Numéro 1 - Septembre 2020

LECTURES EN TRANSITIONS

Lectures en transitions

C'est la rentrée pour l'espoir !

Nous y voilà. L'été tire discrètement sa révérence, le temps du répit intellectuel et militant s'efface au moment où se réveillent nos consciences face à l'urgence écologique, à la crise sociale et au délitement démocratique d'un monde toujours un peu plus à bout de souffle.

Nos droits ont reculé pendant les congés !

Le soleil n'a pas arrêté les pollutions, les inégalités n'ont pas pris de vacances, les oligarchies économiques et certaines élites politiques confisquent toujours le pouvoir aux citoyennes et aux citoyens. Alors, pour celles et ceux qui ont eu la chance de souffler quelques jours, c'est avec un regain d'énergie que la rentrée s'envisage quand, pour les autres, les derniers de cordée, c'est ce courage sans faille qui les protège de la résignation qui leur permet d'aborder ces prochains mois de combats.

Une même lucidité, une même détermination, un même espoir nous rassemblent. Nous sommes conscient·e·s que le libéralisme prédateur, autoritaire et pro-carbone hypothèque l'avenir de la planète et de nos enfants, qu'il instaure la loi de la jungle et la « pauvrophobie » en normes d'un système social dans lequel les plus faibles n'ont pas de place, qu'il s'appuie sur l'autorité et la force détenues par les oligarchies afin de contraindre à défaut de co-construire avec toute la population.

Des îlots de résistance, des archipels d'espoir

Ce constat n'est pas une fatalité et il existe déjà des îlots de résistance dans les réseaux citoyens, le monde associatif, l'éducation populaire, au sein de la mutualité et parmi les acteurs de l'économie sociale et solidaire également, chez de nombreux intellectuels aussi ... Quand ils désertent les jeux d'égos, les postures tactiques et leurs géopolitiques internes au profit de l'intérêt général, syndicats et partis politiques savent parfois y prendre part.

Nous pensons qu'il faut lier ces îlots entre eux, en faire des archipels où les différences d'approche nourrissent le débat, où la discussion libre éclaire les perspectives, où l'intelligence collective trace un chemin commun vers des jours heureux, vers ce futur qui commence aujourd'hui et qui se nourrit de nos espoirs partagés. Ainsi, au milieu des articles des contributeurs issus de la revue, la parole confiée à Justine Swordy-Borie de l'association Anciela et au pédagogue militant Philippe Meirieu participe à tisser ces liens salutaires, merci à eux pour leur confiance et leurs précieuses contributions.

Combiner les transitions pour construire

Nous ne serons plus esseulé·e·s dans des combats corporatistes, enfermé·e·s dans nos luttes en silos, nous ne nous condamnerons plus à l'impuissance et donc à l'échec. L'heure est venue de briser les murs qui nous séparent, qui affaiblissent nos voix et qui annihilent toute velléité d'alternative au désespoir ! La combinaison des transitions écologiques, solidaires et démocratiques dans un seul et même élan, dans une dynamique alimentée par toutes et tous, constitue la méthode que nous préconisons pour dégager une nouvelle majorité sociale porteuse d'un projet politique inédit.

Lectures En Transitions se veut une passerelle, un trait d'union, un catalyseur. Notre revue s'engage pour que les initiatives positives affluent et forment ce raz de marée qui balaiera le monde d'avant au profit d'un avenir dont nous écrirons ensemble les contours. Nos colonnes sont les vôtres, cette publication ne vivra que comme un bien commun que vous lisez et auquel vous pouvez contribuer.

Karim Aou,
Rédacteur en chef

Pour recevoir la revue ou y contribuer

Envoyez nous un mail à l'adresse lecturesentransitions@ecomail.fr

Inscrivez-vous sur à l'adresse : https://framaforms.org/contact-et-inscriptions-a-lectures-en-transitions-1598364217

Lectures en transitions

Sommaire

Anciela, à vos côtés pour changer la société 5
Un festival pour trouver où et comment agir pour la transition ! 6
Entretien avec Philippe Meirieu - L'éducation à la démocratie et à la solidarité..... 7
« Langues autochtones et langues de l'immigration : une sous-estimation française de la valeur de ces langues et de ce qu'elles représentent » 11
Les écologistes sont-ils des communistes 2.0 ?..... 17
L'arc humaniste d'Éric Piolle 21
Télétravail : des zones grises à éclaircir 23
Duel de mots, conflits de sens 25
Un éléphant mondialisé 27
Railcoop nous fait préférer le train ! 29

Hommage

La rédaction salue la mémoire de Philippe Frémeaux

Philippe Frémeaux nous a quittés le 3 août dernier. La rédaction de Lectures En Transitions lui dédie ce premier numéro.

Ce passeur d'idées et d'expériences nous a tant éclairé sans jamais nous donner de leçon, à travers ses articles et en conférences. Ses écrits, ses paroles et son parcours nous inspireront longtemps.

Éditorialiste à Alternatives Économiques où il avait assumé différentes fonctions névralgiques, il était également délégué général de l'IDIES (www.idies.org), président de l'Institut Veblen (www.veblen-institute.org) et membre du conseil de surveillance de la Fondation de l'écologie politique (www.fondationecolo.org).

Esprit indépendant et journaliste libre, promoteur de l'économie sociale et solidaire, défenseur des transitions écologiques et de la justice sociale, c'était un infatigable militant en faveur du monde meilleur auquel nous aspirons.

Nous adressons nos sincères condoléances à sa famille, à ses amis, à ses proches. Nous contribuerons modestement à faire vivre les principes et les valeurs que nous partagions avec lui.

Anciela, à vos côtés pour changer la société

On le sait, la décennie qui vient de s'ouvrir est celle de tous les défis. C'est aussi celle qui nous donne l'opportunité, encore, d'agir pour limiter l'emballement du climat, éviter un effondrement massif de notre biodiversité et répondre aux crises sociales.

Pour cela, l'énergie et l'engagement de chacun d'entre nous sera nécessaire pour accélérer la transition écologique et faire vivre les solidarités. Mais comment trouver sa place dans ce grand mouvement ? C'est le rôle d'Anciela que d'aider chacun à donner le meilleur de lui même pour construire le monde de demain.

Être Ambassadeur pour diffuser la transition autour de soi

Pour réussir, nous devons étendre le mouvement et mobiliser tous les grand lyonnais dans cette grande aventure collective qu'est la transition écologique et solidaire. Anciela appelle tous ceux qui le souhaitent à devenir « Ambassadeurs du changement », en agissant partout autour de soi, de son quartier à son lieu de travail, en passant par l'école des enfants, pour la transition. Accompagné et formé par Anciela, chacun pourra se lancer là où il le souhaite : végétaliser sa cour d'immeuble, proposer un meilleur traitement des déchets dans son entreprise, proposer des ateliers de cuisine végétale autour de soi... les possibilités sont infinies !
ambassadeursduchangement.fr

Découvrir celles et ceux qui s'engagent déjà pour une société écologique et solidaire

A Lyon et ses alentours, plus de 700 associations et initiatives agissent déjà pour la transition. Des dizaines de jeunes pousses naissent chaque semaine pour proposer des alternatives au monde d'hier. Anciela nous propose de les découvrir et de suivre la transition en mouvement ! Le Guide Agir à Lyon permet à ceux qui le souhaitent de découvrir les associations avec lesquelles s'engager, le Magazine Agir à Lyon invite à recevoir chaque mois dans sa boîte aux lettres les nouvelles de la transition et des clés pour la comprendre, et le site Agir à Lyon nous donne toujours de nouvelles idées pour agir.
www.agiralyon.fr

Crédit : Michel Durigneux
"Un numéro du Magazine Agir à Lyon et ses alentours"

Mettre la transition au coeur de sa vie

Depuis 2015, Anciela accompagne avec sa Pépinière d'initiatives citoyennes toutes celles et ceux qui mènent une initiative, associative ou entrepreneuriale, en faveur de la transition. C'est un accompagnement gratuit, sans sélection, et qui s'adapte à chaque personne. En 2019, Anciela a été aux côtés de plus 300 initiatives !
www.anciela.info/pepiniere
www.instituttransitions.fr

Informations pratiques

Anciela vous reçoit lors de ses temps d'accueil « Envie d'agir » les mardis de 16h00 à 19h30, pour échanger avec vous et vous aider à trouver où et comment vous engager.
Toutes les infos pour agir sur : www.agiralyon.fr

Justine Swordy-Borie
Membre d'Anciela

Un festival pour trouver où et comment agir pour la transition !

Crédit : Camille Marguin

À la rentrée, nous sommes nombreux à nous demander comment infuser davantage de sens dans notre quotidien. À nous interroger sur notre rôle à jouer pour construire, ensemble, un futur désirable, fait d'harmonie avec la nature et de solidarité entre les Hommes. C'est pour apporter quelques réponses à ces questions qu'Anciela organise Agir à Lyon, le festival, dimanche 11 octobre.

A la rencontre d'associations qui ont besoin de bénévoles pour agir à la rentrée

Quand on a envie de s'engager dans une association, il n'est parfois pas facile de savoir laquelle rejoindre. Pour trouver chaussure à son pied, rien ne remplace une vraie rencontre humaine ! Dimanche 11 octobre, celles et ceux qui sont curieux de découvrir les associations lyonnaises pourront venir échanger avec les militants d'une quarantaine d'entre elles. Chacun pourra s'orienter dans les différents espaces thématiques en fonction de ses intérêts : climat, zéro-déchet, alimentation écologique, nature et biodiversité, accueil des migrants, entraide et solidarité, ou économies alternatives.

Des témoignages inspirants pour se lancer

Au programme du festival Agir à Lyon, on retrouvera aussi des mini-conférences. Leur objectif ? Nous permettre de comprendre les grands défis écologiques et solidaires de notre décennie, mais aussi de découvrir les témoignages de personnes qui s'engagent pour les relever. Qu'ils aient lancé des épiceries zéro-déchet, fait basculer la trajectoire de leur entreprise ou révolutionné leur quartier, elles et ils donneront aux participants du grain à moudre pour que leurs initiatives soient suivies de milliers d'autres !

Des actions à mener chez soi et autour de soi

On a parfois besoin de découvrir par soi-même les actions écologiques à mener dans son quotidien et autour de soi. Tout au long du festival Agir à Lyon, ces découvertes « concrètes » seront permises à travers les démonstrations proposées par des associations. On pourra ainsi humer du compost et faire connaissance avec les petits vers sympathiques qui parviennent à un si beau résultat à partir de nos biodéchets, décortiquer tous les aménagements qui nous permettront d'accueillir la biodiversité dans notre jardin, notre cour d'immeuble ou notre balcon avec la LPO, ou encore désacraliser la réparation des objets électroniques avec l'Atelier Soudé.

Des balades pour découvrir des initiatives du quartier

Jardins partagés, AMAPs, végétalisation citoyenne, boîte à partage... le quartier de la Maison pour tous des Rancy, à Lyon 3e, est riche en initiatives qui le font vivre ! Anciela vous invitera à partir à leur rencontre et à échanger avec leurs initiateurs ! Des découvertes qui pourraient donner envie aux participants de monter de nouvelles initiatives dans leur quartier... c'est en tout cas ce qu'espère Anciela, qui sera aux côtés de celles et ceux qui souhaiteront se lancer !

Informations pratiques

Agir à Lyon, le festival | Dimanche 11 octobre, 10h30-18h

Maison pour tous des Rancy, 249 rue Vendôme, Lyon 3è | Métro Saxe-Gambetta

Entrée libre et gratuite, réservation conseillée | Restauration écologique disponible sur place

Justine Swordy-Borie
Membre d'Anciela

Entretien avec Philippe Meirieu
L'éducation à la démocratie et à la solidarité

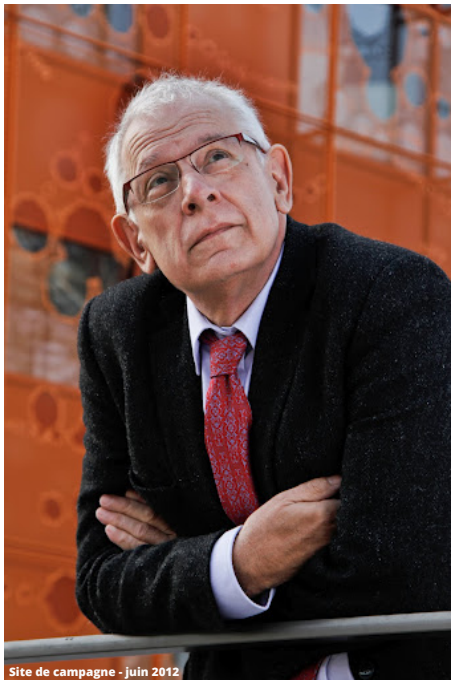
Philippe Meirieu, l'année scolaire passée a été marquée par la crise sanitaire juste avant, pendant et après le confinement. L'école à distance semble avoir accentué les inégalités. Quel regard portez-vous sur cette période et quel bilan en tirez-vous ?

Phillipe Meirieu : De toute évidence, « l'école à distance » a mis à distance de l'école une partie importante des enfants : ceux qui vivaient dans des conditions matérielles et psychologiques difficiles ainsi que ceux dont les familles étaient plus ou moins étrangères à la culture scolaire. Les enseignants se sont mobilisés pour « rattraper » ces élèves, mais ils ont constaté que, d'une part, certains d'entre eux étaient dans une logique où même la bonne volonté ne leur permettait pas de comprendre ce qui leur était demandé, et, d'autre part, que la disparition de la classe, comme lieu de « coprésence », d'échange et de coopération, rendait très problématique tout travail authentique, y compris pour des élèves n'ayant pas de difficulté particulière.

Il nous faut donc renforcer le lien de l'école avec les familles populaires et retravailler la fonction du collectif : une classe ne se réduit pas à la juxtaposition d'individus auxquels on fournit des protocoles d'exercices standardisés. Une classe, c'est un lieu où l'on accueille et accompagne des singularités, mais aussi où l'on construit du « commun » : des savoirs communs, des valeurs communes. Une classe, c'est précisément un lieu d'articulation, toujours à reconstruire, entre le singulier et le commun.

Et puis, je voudrais insister sur le fait qu'on ne peut pas négliger le caractère quasiment anthropologique de la crise sanitaire. Nous ne pouvons pas ignorer ce que nos enfants ont vécu sur le plan intime pendant la crise sanitaire ? Ils ont entendu égrener le nombre de morts quotidien, appris le décès d'un proche ou d'un ami, vu la société se paralyser et les humains se masquer progressivement le visage. Comme nous, ils ont eu le sentiment que notre société pouvait, en un instant, basculer de la vie dans la survie... Qui peut dire que cela ne les a pas touchés ?

Or, nous n'étions pas préparés à accompagner cela. La pédagogie dominante repose, en effet, sur une vision finalement assez « productiviste » de « l'enfant machine » : il nous faut lui donner à boire et à manger, puis lui fournir les objets qui lui permettront d'être « dans le coup » et « connecté » avant de l'« armer » pour sa réussite scolaire et professionnelle en lui imposant des exercices calibrés. Mais nous avons oublié qu'il nous faut aussi le nourrir psychiquement, lui offrir des récits qui lui permettent de penser la condition humaine, lui faire prendre conscience de la finitude sans le faire désespérer de l'avenir... Et nous l'avons trop abandonné aux « joueurs de flûte » de la société marchande qui lui fournissent, à jet continu, une surenchère d'effets pour le mettre sous emprise plutôt que l'ouvrir à l'intelligence des êtres et du monde... Voilà qui interroge nos pratiques éducatives et nous renvoie à notre capacité à « parler le monde » avec nos enfants et à les aider à y trouver du sens... Aussi bien dans le rapport aux savoirs scolaires – qu'il faut articuler délibérément avec les questions anthropologiques auxquelles ils font écho – que dans l'accompagnement individuel et collectif, les éducateurs doivent échapper au règne des « procédures » et travailler sur l'émergence du sujet.


Site de campagne - juin 2012

Les inégalités exacerbées par les conséquences de l'épidémie étaient préexistantes depuis bien longtemps. La puissance publique cherche-t-elle aujourd'hui à les réduire ? En quoi lutter pour l'égalité du droit à l'éducation constitue un combat essentiel?

PM : Nous vivons encore, hélas, dans le paradigme de « l'égalité des chances » qui relève largement de l'imposture : l'égalité des chances consiste à mettre tous les individus sur un pied d'égalité fictive et à laisser jouer les inégalités en les habillant avec les oripeaux du mérite. L'égalité des chances, c'est, en réalité, l'abandon des malchanceux et la résignation au darwinisme éducatif ! Une

démocratie doit ambitionner tout à fait autre chose : l'égalité du droit d'accès à l'éducation. Elle doit donner plus et mieux à ceux qui ont moins, comme l'avait expliqué Alain Savary en 1981. Hélas, nous sommes très loin de cet objectif puisqu'un élève de collège de Réseau d'Éducation prioritaire, même si l'on comptabilise les quelques heures supplémentaires dont il bénéficie et les primes de ses enseignants, coûte beaucoup moins cher qu'un collégien de centre-ville qui bénéficie, lui, de professeurs plus expérimentés, mieux diplômés, et la possibilité de prendre des options de toutes sortes... Et ne parlons pas des élèves des Classes préparatoires aux Grandes Écoles qui viennent, massivement, des milieux les plus favorisés et coûtent infiniment plus cher que les élèves de lycée et les étudiants « normaux » : en réalité, l'argent, aujourd'hui, va aux riches. C'est pourquoi il faut absolument proportionner la dotation des établissements (en budget consolidé, c'est-à-dire salaires compris) aux difficultés sociales des élèves qui y sont scolarisés...

Et puis, il y a, évidemment, une dimension pédagogique de ce « droit à l'éducation » : une Ecole authentiquement démocratique ne doit abandonner l'accès aux savoirs – et, plus important encore ! – la construction du désir d'apprendre à l'aléatoire des histoires et des rencontres individuelles. C'est là sa tâche, à la fois fondatrice et condamnée à l'inachèvement : ce qu'elle vise et ce qu'elle ne peut pas « produire » mécaniquement, sauf à confondre l'éducation et la fabrication, ce qui, précisément, abolirait le sujet libre et capable de « penser par lui-même » que suppose toute démocratie.

Mais, bien sûr, la démocratie ne peut se réduire à une juxtaposition d'individualités, aussi émancipées soient-elles. La démocratie suppose que chacun puisse engager une interlocution sereine avec les autres et construire du commun avec eux : tâche difficile qui suppose l'abandon de la posture de toute-puissance. Et, là encore, l'école peut avoir un rôle essentiel : aider chacune et chacun à se désenkyster des certitudes au nom desquelles on s'arroge le droit d'humilier l'autre, voire de le détruire. Tâche ardue mais absolument nécessaire : il faut que l'enfant accepte progressivement qu'il ne peut pas plus tout savoir que tout avoir... qu'il accepte de faire dialoguer ses convictions avec ses connaissances... qu'il découvre que la recherche collective de la précision, de la justesse et de la vérité est porteuse de plus de satisfactions que la crispation sur une représentation, un slogan, voire une théorie du complot.

Et puis, l'école doit, enfin, s'ouvrir à toutes et tous, quels que soient les contingences ou les accidents des histoires individuelles. C'est dire qu'il n'y a d'école démocratique qu'inclusive. Mais à condition que l'inclusion ne se limite pas à l'intégration formelle : ce n'est pas la présence d'un enfant porteur de handicap dans une classe qui est inclusive, c'est son implication dans une activité commune... Nous retrouvons, encore une fois, la mission fondatrice de l'institution scolaire : accueillir toutes les singularités et leur permettre de créer du commun.

La rentrée 2020 ne sera pas une rentrée comme les autres, au regard du déroulement de l'année précédente. Quelles sont, selon vous, les priorités à mettre en place en direction des élèves et en direction des enseignants ?

PM : Je m'inquiète beaucoup pour la rentrée. Techniquement, je crains que nous soyons encore dans l'improvisation et les injonctions contradictoires. On nous promet de grandes évaluations nationales pour identifier le niveau des élèves dans chaque discipline. Mais je ne crois pas que ce soit « la » solution. Ces évaluations sont des « usines à gaz » qui fournissent des photographies plus ou moins exactes mais n'impulsent pas vraiment des dynamiques pédagogiques. Je préférerais de loin qu'on fasse confiance aux enseignants et qu'on leur donne du temps – au moins une semaine sans élèves – pour travailler en équipe, préparer des évaluations adaptées, organiser des groupes de besoin ou de niveaux, mettre en place des dispositifs de remédiation, etc.

Et puis, je suis assez sidéré que l'idéal que l'on nous propose soit que « tout redevienne le plus vite possible comme avant » ! Non, tout ne doit pas revenir comme avant : il faut développer des ateliers philo partout, accentuer l'accompagnement individuel tout en construisant une pédagogie authentiquement coopérative, promouvoir et soutenir toutes les initiatives pour rapprocher l'école des familles défavorisées, repenser les équilibres disciplinaires et les procédures d'orientation pour éviter les aberrations que nous vivons aujourd'hui. Et puis, il faut travailler obstinément sur la manière dont notre Ecole peut contribuer à régénérer la démocratie : en aidant chacune et chacun à « penser par lui-même » contre la fascination de tous les slogans, en permettant que tous les élèves puissent intérioriser l'exigence de justesse, de précision et de vérité, en construisant, dans tous les établissements, les conditions pour des échanges sereins qui permettent de découvrir que le bien commun ne se réduit pas à la somme des intérêts individuels.

Tout cela est ambitieux, j'en conviens. Mais tout cela est possible. Et tout cela se joue au quotidien, dans le moindre geste, et sans que, parfois, nous en voyions les conséquences immédiatement. Ne jamais

désespérer et reprendre tous les matins le chemin de l'Ecole en sachant qu'il peut s'y passer des choses fantastiques qui bouleverseront le destin de nos élèves : voilà le message important que je voudrais livrer à tous mes collègues enseignants. Voilà ce qui est au cœur de mon dernier ouvrage : *Ce que l'école peut encore pour la démocratie* (Éditions Autrement).

L'enseignement semble subir une crise des vocations, comment l'expliquez-vous et quelles sont, selon vous, les solutions à envisager pour inverser la tendance ?

PM : Il y a, évidemment, des raisons matérielles : les enseignants français sont insuffisamment payés et socialement peu reconnus. Il y a des raisons qui tiennent à la longueur d'études pour lesquelles les bourses et les aides sont très insuffisantes. Il y a, aussi, un système de recrutement et d'accompagnement dans l'entrée dans le métier qui n'est pas vraiment attractif, surtout dans le second degré. Et puis, ce métier fait de plus en plus peur. Il apparaît comme un métier de plus en plus difficile et sans vraie perspective sociétale et politique. Or, autant on peut être prêt à affronter des difficultés au nom d'un idéal et quand on est conscient de l'importance des enjeux, autant on ne se mobilise guère pour faire face à des problèmes quand on n'a pas de perspective forte et claire.

Et nous n'avons plus aujourd'hui de projet d'envergure pour l'école : en effet, même si le ministère qui la gère s'intitule « ministère de l'éducation nationale » et a intégré, dans ses prérogatives, les politiques de jeunesse, il reste, de fait, un « ministère de l'enseignement scolaire ». Et plus largement encore, dans l'opinion publique, l'école se voit de plus en plus privée de toute ambition éducative collective : elle devient un outil de promotion individuelle qui appelle une réflexion sur ses usages et plus du tout sur sa *mission*.

La centration sur les usages constitue, en réalité, un changement de paradigme qui s'effectue à bas bruit mais rompt radicalement avec la vision historique de l'institution scolaire en France : certes, cette vision est bien loin d'être homogène, mais de Guizot à Ferry, de Napoléon à la Loi d'Orientation de 1989, l'École était porteuse d'une ambition nationale irréductible à la satisfaction des usagers et qui ne pouvait se réduire à un projet purement comptable. Ne plus parler de l'école qu'en termes d'usages, c'est, en réalité, renoncer à considérer l'École comme une « institution » arrimée à des valeurs et en faire un simple « service aux publics ». C'est promouvoir « l'école efficace », « le pilotage par les résultats », les protocoles et procédures standardisés qui garantissent les apprentissages « à coup sûr ». C'est développer des réflexions, parfois fort pertinentes, sur l'amélioration de ces usages, afin que les utilisateurs – y compris les plus défavorisés, dans le meilleur des cas – puissent y trouver leur compte. C'est avoir l'œil rivé sur les évaluations quantitatives et récuser une réflexion pédagogique qui intègre pleinement la question des valeurs.

Pas plus que d'autres, je ne sais ce que seront « le monde d'après » et « l'école d'après », mais je crois que la crise que nous venons de traverser nous place, plus que jamais, devant le choix d'une priorité : les usages ou la mission ?

Si nous choisissons de donner la priorité aux usages, nous développerons sans doute des outils numériques de plus en plus performants, améliorerons la connectivité des élèves et équiperons mieux les professeurs. Nous privilégierons les recherches et les innovations sur les méthodes les plus efficaces au regard de l'acquisition des « fondamentaux ». Nous serons attentifs à une meilleure gestion des flux et à un développement optimal des partenariats entre l'école, les collectivités territoriales, les associations et les entreprises. Nous travaillerons pour rendre plus lisibles et plus équitables les procédures d'orientation... Toutes choses absolument nécessaires, évidemment. Mais toutes choses qui ne donnent pas vraiment à l'École un sens. Ce sont des améliorations en termes de « service », mais il n'y a rien là qui permette vraiment de mobiliser les énergies des citoyens, des professeurs et des élèves. Plus grave encore, c'est une démarche qui risque de nous faire faire l'impasse sur ce que nous savions déjà plus ou moins mais que la crise a révélé de manière éclatante : l'espèce humaine est fragile et seule la solidarité peut la sauver. Double solidarité : solidarité entre les humains et solidarité entre les humains et la planète.

Certes, l'École n'a pas le monopole de cette solidarité : le système de santé et de protection sociale, le droit du travail, la fiscalité, la production et la distribution des biens... l'ensemble des domaines de notre vie politique, économique et sociale doivent se mobiliser et se repenser à l'aune de l'exigence de solidarité. Mais pourquoi l'École en serait-elle exemptée ? Pourquoi n'aurait-elle pas un rôle fondateur à jouer dans cette reconstruction ?

Enfin, vous avez été récemment élu président national des CEMEA. Comment abordez-vous cet engagement militant?

PM : Les CEMEA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active) sont un mouvement d'éducation populaire dont les activités sont très diversifiées : formation aux fonctions d'animateur, temporaire ou professionnel, aux fonctions d'éducateur et dans le travail social, mais aussi encadrement d'activités

éducatives de jeunes, soutien aux publics en difficulté, collaboration avec l'Ecole et action culturelle pour permettre l'accès à tous les publics aux grands festivals de théâtre et à la culture la plus exigeante, mise à disposition de ressources multiples, audiovisuelles et informatiques, travail pour dégager le numérique de l'emprise des GAFAM... mais toutes ces activités s'inscrivent dans un projet sociétal d'émancipation collective grâce aux « méthodes d'éducation active ».

Cette notion de « méthodes d'éducation active » peut apparaître un peu désuète ou bien sembler être un « lieu commun » : il n'en est rien. Les CEMEA s'inscrivent délibérément dans le mouvement de l'Éducation nouvelle né dans les années 1920, après le traumatisme de la Première Guerre mondiale, et qui revendique une rupture radicale avec les méthodes d'éducation fondées sur la normalisation et la conformisation. Pour l'Éducation nouvelle, la construction d'un monde nouveau plus juste et solidaire passe aussi par une éducation qui place le sujet dans des situations où son activité est sollicitée et où il apprend, en même temps à « penser par lui-même » et à s'inscrire dans un collectif. « Penser par soi-même » ne veut pas dire, bien au contraire, « penser tout seul » : c'est penser en s'appuyant, tout à la fois, sur une transmission culturelle exigeante et un échange serein avec les autres. Et s'inscrire dans un collectif ne signifie pas abandonner sa singularité, tout au contraire : c'est inscrire cette singularité dans une solidarité fondatrice où chacune et chacun peuvent trouver une place et, bien sûr, la faire évoluer. Pas question d'assigner quiconque à résidence dans une hypothétique « nature » : chaque être humain peut se dépasser et choisir son destin !

Évidemment, tout cela est très ambitieux et les CEMEA ne pensent nullement qu'ils peuvent y parvenir seuls. Ils s'inscrivent dans la vaste galaxie des mouvements qui se réclament de l'Éducation populaire et qui s'efforcent de lier un projet politique, un projet social et un projet culturel pour plus de justice et d'émancipation, pour plus de solidarité des humains entre eux et avec la planète. Nous n'avons pas honte de nous inscrire ainsi dans la continuité du Manifeste de Pontigny, rédigé en septembre 1937 par des syndicalistes, des militants associatifs, des enseignants et universitaires de plusieurs pays européens réunis par Jean Zay, le ministre de l'Éducation nationale du Front populaire pour penser l'éducation du futur : « Il ne s'agit pas, expliquaient-ils déjà, de diffuser un nouveau catéchisme, même un catéchisme populaire ou républicain. [...] Persuadés du rôle primordial des faits économiques dans l'évolution des sociétés, certains en étaient venus à méconnaître les facteurs psychologiques et sociaux. Ils oubliaient qu'il ne servirait à rien de bâtir un monde économique nouveau si l'on ne préparait pas dès maintenant des hommes capables d'y bien vivre. Sinon l'équipe gouvernante changera peut-être, mais l'oppression et l'injustice renaîtront d'elle-même... Il faut, en particulier, que nous puissions nourrir les aspirations des jeunes, que nous puissions offrir à leur énergie autre chose que l'exaltation de telle vedette, ou la haine partisane née dans l'aveuglement, ou même une déification sommaire du sport... ». Tout a été dit. Tout reste à faire. Ou presque.

La rédaction de LeT

« Langues autochtones et langues de l'immigration : une sous-estimation française de la valeur de ces langues et de ce qu'elles représentent »

Dans cet article, j'aborde deux sujets linguistiques différents mais qui me tiennent à cœur : les langues dites « régionales » mais qui sont avant toujours « langues régionales minoritaires et minorisées, effectivement langues autochtones de France et des Français » et les langues dites de l'immigration.

La première raison de cette dévalorisation et parfois même du rejet concernant les langues régionales autochtones et celles dites de l'immigration, est le vieux préjugé et idée préconçue, qu'on ne pourrait pas maîtriser parfaitement et parler deux langues. Ceci c'est le point de vue cognitif assez largement partagé, pourtant battu en brèche par les nombreux exemples que l'on peut rencontrer maintes fois dans sa vie.

La deuxième raison est qu'il ne pourrait y avoir d'allégeance linguistique possible que pour une seule langue et donc que langue française, ethnie présupposée française (ou par assimilation lente) et République sont une seule et même chose. Evidemment cette idée-là est fausse, l'Histoire, les parcours personnels de chacun qu'ils soient familiaux ou dans le cadre de vie dans une région donnée, ont montré que l'évidence en France, comme partout dans le monde, c'est le plurilinguisme (le fait qu'une même personne parle plusieurs langues) et le multilinguisme (le fait qu'il existe dans l'espace public, dans un pays, plusieurs langues qui se parlent). Cela n'empêche en rien l'existence d'une langue véhiculaire : langue de communication commune à tous et même d'une langue vernaculaire : langue de tous les jours. Evidemment on va parler ici d'un duo bilingue de deux langues vernaculaires.

Dans les deux cas, il s'agit de langues maternelles ou co-maternelles (co-existence dès le début d'un bilinguisme familial, je pense en l'occurrence ici au duo bilingue français/langue autre). Pour plusieurs raisons, ces langues sont sous-estimées pour ne pas dire dévalorisées et exclues, au moins par une partie de la population mais aussi l'Etat.

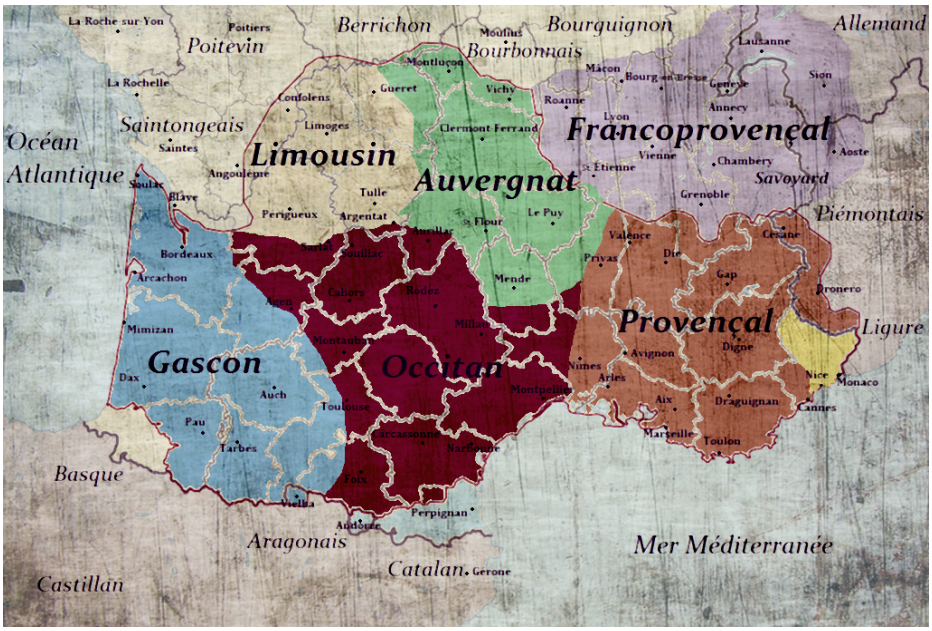
Entrons un peu en détail dans la présentation de ces langues et des raisons qui amènent à les promouvoir dans la société et l'espace publics français.

Les langues régionales autochtones

Comme je l'ai dit en préambule, on qualifie, le Conseil de l'Europe qualifie ces langues de « régionales et minoritaires » si certaines de celles-ci dans la liste du Conseil de l'Europe, correspondent à des langues de l'immigrations anciennement installées sur les différents territoires européens : romani ou tzigane, yiddish, arménien, de manière générale elles vont correspondre à des langues

locales autochtones que les pouvoirs des Etats-Nations au XIX° et au XX° siècles ont rendues minoritaires, minorisées et dévalorisées, des langues de groupes culturels correspondant à des nations culturelles. J'entends par nation culturelle, tout groupe linguistique et culturel qui possède donc sa propre histoire, même si toutes n'ont pas vocation à être érigées en nation pouvant faire l'objet de l'autodétermination et d'accéder à la demande de création d'un Etat. Du moins, pour ce point précis, c'est mon avis (la question de la vocation à l'autodétermination). Au passage, si l'autonomisme ou l'indépendantisme comprennent généralement un aspect de reconnaissance linguistique liée à son propre combat national, il n'en demeure pas moins que le militantisme linguistique est beaucoup plus large et concerne également toute personne décentralisatrice souhaitant la reconnaissance publique d'une langue régionale autochtone et non l'indépendance du territoire où se parle cette langue. Rappelons une évidence qui n'en est pas une pour tout le monde : aucune démocratie n'a le droit d'imposer à une population , un changement de langue, le droit à sa propre langue est entendu dans le droit à l'expression depuis 1789 et cela est mentionné dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 de l'ONU car c'est chercher à rappeler tuer culturellement un peuple. La France au XIX° siècle n'avait pas donc le droit d'imposer le monolinguisme, le bilinguisme pour avoir une langue nationale de communication oui, mais pas le monolinguisme francophone.

Il existe une différence entre les Etats d'Europe de l'Ouest qui a priori ne reconnaissent pas de nationalités car la construction des Etats-Nations s'est fait au XIX° siècle autour de l'idée politique (le corps national et souverain du Peuple), même si cela a caché la volonté



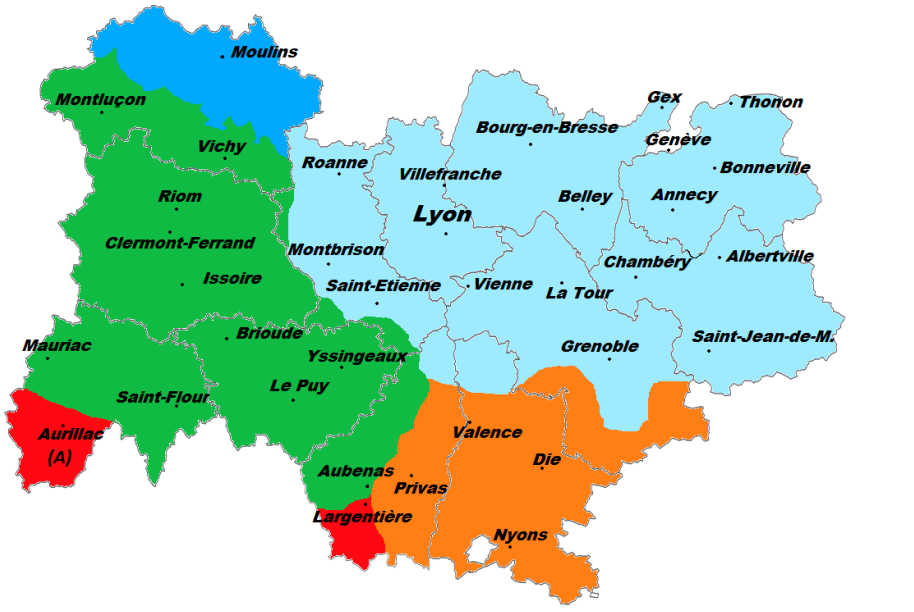
Crédit : Wikimedia Commons

centralisatrice du groupe linguistique possédant le pouvoir (Anglais en Grande-Bretagne, Castillans en Espagne, Parisiens/Franciliens en France... A noter les cas allemand et italien possédant des langues régionales apparentées appelées par facilité « dialectes » et dont un Prince a pu en son nom faire l'unité « nationale » : le Roi de Prusse pour l'Allemagne et le Roi de Piémont-Sardaigne, alors que la langue académique, standardisée correspond à un dialecte d'une autre région : le thuringeois moyen-allemand et le toscan ; il faut dire que ces dialectes et les langues standardisées sont devenues de fait, différentes, avec le temps) et les Etats d'Europe de l'Est qui dès le début de leur lutte pour l'indépendance ont constaté des groupes minoritaires nationaux appelés « Nationalités », que ce soit des Nationalités présents dans des enclaves ou bien des régions multiethniques, certes possédées par un Etat mais dont les populations minoritaires pouvaient se référer culturellement aux Etats voisins.

La situation en France

La France compte 76 langues autochtones (dont le français qui est à la base, le parisien, langue du Parisis et du tout premier Domaine royal capétien) et ces 75 langues régionales autochtones comptent aujourd'hui encore près de 3,63 millions de locuteurs sur 67 millions d'habitants, soit près de 5,4 % de la population française. Le nombre de 76 langues autochtones est un record pour l'Europe hors Russie (et les Outremers compte 51 langues sur 76, ce qui prouve bien l'extrême diversité des espaces ultramarins !) ;

Mais bien loin du record mondial, la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui compte 851 langues, alors que les deux principales langues officielles nationales, le tok pisin et le hiri motu sont parlées comme langues maternelles à raison de 0,68% et 0,20% de la population (l'anglais, 3e langue officielle est parlée comme langue maternelle par seulement 0,68% de la population paopuasienne). Aujourd'hui, mis à part quelques cas à Mayotte où certaines personnes vont être monolingues mahorophones ou bushi-malgachophones, tout Français pratiquant une langue régionale autochtone est aussi francophone, et dans la plupart des cas utilise ses deux langues dans un état de diglossie (une langue dominante et une langue moins utilisée) : le français prend plus de place, ne serait-ce que parce que, c'est la langue dominante de l'environnement dans lequel vivent les Français.



Langues régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes

- Auvergnat
- **Langues d'oc** - Provençal *(dont Gavot)*
- Languedocien septentrional ; (A) Carladézien *(dialecte aurillacois)*
- **Francoprovençal/ Arpitan** - Bressan, Dauphinois, Forézien, Lyonnais, Savoyard
- **Langue d'oïl** - Bourbonnais

Crédit : Wikimedia Commons

Rappelons que vers 1789, seuls près de 10% des Français parlaient français et en général comme langue seconde et dans les années 1830, près de la moitié des Français ne parlaient pas français. C'est donc bien la scolarisation de plus en plus importante sous le Second-Empire et la III° République qui ont francisé, du point de vue linguistique, les Français, cela c'est pour l'Hexagone.

Le cas de la Corse est particulier puisqu'en 1914, 90% est monolingue corse, la francisation s'accélère surtout après 1945. Pour les Outremers, vers 1914, près de 100% des Français ultramarins étaient monolingues dans leur langue autochtone, il faudra attendre l'après- 45 pour commencer à voir arriver de manière massive la francisation linguistique (coïncidant avec la départementalisation de 1946 pour la Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion et les processus de fédéralisation et autonomisation de fait de la Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française et Wallis et Futuna dans les années 70-80). Si la Loi Deixonne en 1951 autorise quelques heures optionnelles et facultatives, peu développées pour les langues suivantes : basque, breton, catalan, occitan, il faut attendre la Loi de création des CAPES bivalents en langue régionale par le Ministre de l' Education Nationale d'alors, Lionel Jospin pour les langues régionales, sauf pour l'arpitan (ou francoprovençal, langue romane de Rhône-Alpes nord, du Maconnais, de Louhans et du sud Jura) , pourtant une langue mais dont le Ministre a estimé qu'elle « n' était pas assez différente du français » et du flamand occidental (langue germanique parlée dans la région de Dunkerque) , pour « ne pas faire concurrence au néerlandais ».

On comprend donc la logique, en lien avec ce qui a été fait avec l'arpitan, que les langues d'oïl pourtant au nombre de 13 (en plus du français qui est également une langue d'oïl, parmi d'autres) n'ont pas été reconnues. Seul le gallo (langue romane et d'oïl) figure comme une maigre exception, puisque reconnue langue culturelle de Bretagne par le discours présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing de 1977, mais dont le développement éducatif, culturel, administratif ne se fait vraiment que depuis récemment (reconnaissance par le Conseil Régional breton en 2004).

La même année (1990), les langues alsacienne et mosellanes (trois langues) s'organisent en enseignement trilingue immersif (langue locale/allemand/français) avec la création du réseau ABCM-Zweisprachigkeit. 1992 marque la signature mais pas la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires : en clair la France ne veut pas apparaître, aux yeux de l'opinion internationale, comme « bourreau des langues » mais dans la réalité, elle continue dans ce qu'il faut bien appeler une politique d'assimilation par le fait d'assumer la programmation de la disparition de ces langues régionales. La dernière avancée en date, qui demeure symbolique est la reconnaissance dans la Constitution (Révision de la Constitution), du caractère patrimonial des langues régionales en 2008. A ce jour, la Charte européenne des langues régionales et minoritaires n'est toujours pas ratifiée ! (Il faut savoir que la France n'avait coché en 1992, que ce qui concernait le développement culturel et éducatif, pas les aspects concernant les Nationalités et les droits des minorités). Il faut savoir que toutes ces langues régionales autochtones sont classées par l'UNESCO comme vont de « en danger à situation critique » dans l'Atlas des Langues de l'UNESCO.

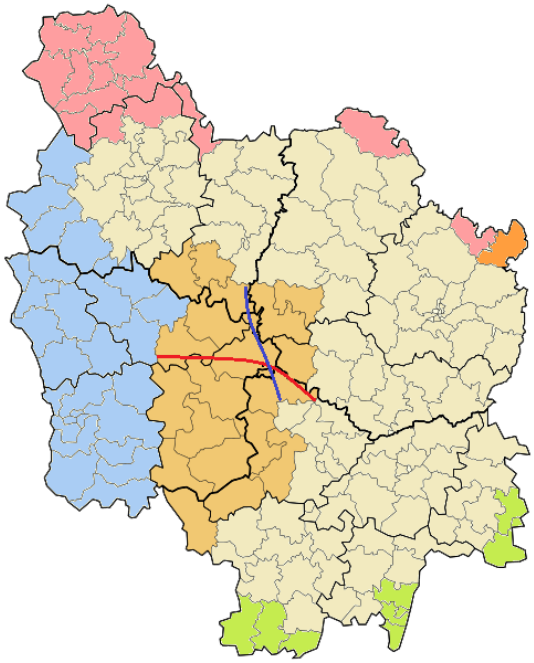
Enseignement et demande sociale

Seuls 3% des élèves hexagonaux et 13% des élèves ultramarins sont scolarisés d'une manière ou d'une autre en langue

régionale (cela va de la simple option facultative à l'enseignement immersif à près de 75% si on excepte l'enseignement obligatoire de lettres françaises et des langues vivantes), ce qui est bien peu au regard du défi de la préservation de ces langues et de ce qui finalement , compte le plus pour les militants linguistiques, à savoir la généralisation de l'enseignement, au moins de l'option de 2h par semaine. Alors que les populations sont finalement plus en avance que les élus, puisqu'ils réclament la possibilité d'un accès massif au moins à l'option, sinon à l'enseignement 50/50 voire immersif à 75% et que ce n'est pas par une proclamation jacobine et centraliste qu'on fera reculer la prise de conscience, qui a toujours plus ou moins existé, des identités régionales (les fameuses « nations culturelles »), mais dont la prise de conscience et la motivation se fait de plus en plus pressantes depuis la fin des années 90 et l'arrivée dans les esprits et dans les foyers de la mondialisation culturelle (métissage culinaire, internet, ...). Si, mis à part, localement en Corse et au Pays Basque Nord, les populations ne sont pas prêtes à la co-officialisation territoriale (allant de la commune à la région), il n'en demeure pas moins que les habitants, les collectifs culturels demandent une plus grande présence et reconnaissance des langues régionales autochtones : dans la publicité, dans le commerce, par le biais de campagnes publiques des Collectivités territoriales et des prises de parole en public des élus locaux dans la langue et bien-sûr la télévision régionale et la généralisation de l'enseignement des langues régionales pour tous. La République Française apparaît donc en décalage avec sa politique de défense des minorités dans le monde, de défense des Francophones minoritaires (Canada...) et de la Francophonie « au nom de la diversité linguistique mondiale » et refuse d'agir en ratifiant la Charte européenne, en ne voulant pas créer des télévisions publiques en langue régionale et en ne généralisant pas l'enseignement. Les jeunes lycéens par exemple en enseignement immersif en Bretagne pour le breton et au Pays Basque pour le basque réclament la possibilité de faire au moins deux matières dans leur langue régionale (traditionnellement ils n'en ont qu'une , très souvent l'histoire-géographie, parfois la SVT et ces collectifs lycéens réclament que les mathématiques puissent être de la partie, puisque c'est plus immédiat de faire les mathématiques dans la langue qu'on utilise le plus, ce qui est de la langue régionale immersive) et en plus une épreuve de langue et littérature bretonne ou basque, finalement qu'ils abordent peu (y compris dans l'emploi du temps) puisque la langue régionale est perçue comme un outil alors que c'est aussi un monde culturel. On voit donc qu'on est très loin « des lunes d'indépendantistes », encore un préjugé, le militant linguistique ne serait qu'indépendantiste ou autonomiste et forcément romantique et utopique, la tête dans les étoiles, tandis que le français serait la raison et le réalisme. Si cela, ce n'est point une distorsion dominant/dominé, qu'est-ce donc ?

Pourquoi y a-t-il une réalité vivante des langues dites de l'immigration ?

On l'oublie trop souvent mais l'Histoire de l'immigration commence dès les années 1830/1840, la France, pourtant un « vieux » pays européen vit à l'époque , un phénomène démographique particulier, elle est en train de vivre la fin de sa transition démographique (période où se combinent la baisse très forte de la mortalité liée aux avancées de la médecine et la baisse de la natalité, car le modèle de la famille paysanne avec une dizaine d'enfants pour pouvoir travailler à la ferme, perd déjà de sa pertinence , avec le développement des industries et des grandes villes), donc la France au milieu du XIX° siècle est en train de vieillir et elle a un fort besoin de main d'œuvre avec l'industrialisation, c'est pour cela que les deux premières vagues atteignant deux fois le million en moins de 70 ans : la première vague italienne (il y en aura une seconde des années 20 aux années 1970) et la vague belge. Avec ces



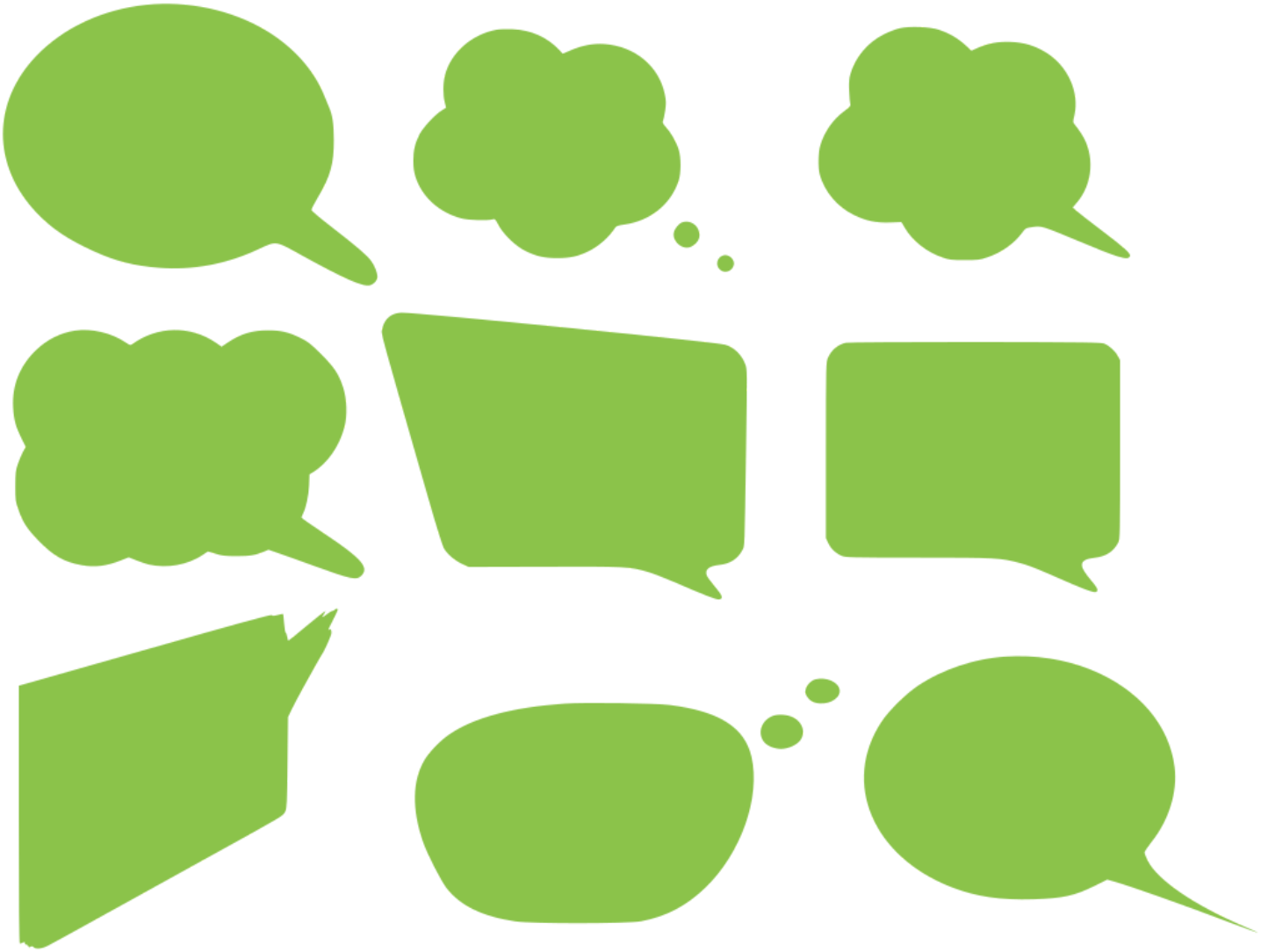
deux vagues, les migrants devenant peu à peu des « Néo-Français » (notamment avec la Loi du 26 juin 1889, facilitant la naturalisation des immigrés et le recours au droit du sol) amènent dans leurs bagages, outrent leur culture, leur point de vue, une langue allophone au français. Ainsi depuis moins de deux siècles, déjà, la France s'est vue être le réceptacle de plusieurs dizaines de langues étrangères à la France et notamment structurée par trois grandes vagues méditerranéennes après 1945 : la 2e vague italienne, la vague ibérique (hispano-portugaise) et la vague maghrébine. Et ne croyons pas que les intégrations des vagues euro-méditerranéennes se soient mieux passées : le massacre des Italiens d'Aigues-Mortes en 1893 (17 morts et 150 blessés) et le roman de 1978 , « Les Ritals » de François Cavanna sont là pour le rappeler. C'est la triste banalité des sociétés humaines : beaucoup de gens se méfient des gens qui viennent d'ailleurs et on garde en nous, des organisations sinon claniques, le souvenir imperceptible des pagi (pluriel de pagus) : le « pays », le coin local qui constitue la base du groupement humain que l'on connait, avec des coutumes, traditions, parfois le droit local au moins par la pratique et la jurisprudence et bien-sûr la forme locale du parler. Ceci explique les querelles de clocher, c'est profondément ancré en nous, dans la plupart des sociétés euro-méditerranéennes et toute personne venant d'un autre pagus est alienus : « l'étranger. ». Aujourd'hui les principales vagues d'immigrations viennent d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient/Asie Centrale (jusqu'en Afghanistan), ainsi que des Balkans et de la Turquie. On a même depuis les années 2000, une petite vague latino-américaine (Mexicains, Colombiens, Brésiliens...). On estime entre 5 à 6 millions, le nombre de Français, fraîchement arrivés ou celles et ceux dits de la « 2e ou 3e génération » capables de comprendre et parler, pour le moins dans la langue familiale issue de l'immigration. Dans le Top 5 des langues migrantes, on a : l'arabe clairement n°1, avec 925.000 locuteurs, ensuite le portugais avec 690.000 locuteurs, l'espagnol avec 580.000 locuteurs, suivi de près par l'italien avec 570.000 locuteurs et enfin l'allemand avec 205.000 locuteurs, qui est aussi du fait de l'Histoire des annexions françaises (sous Louis XIV pour l'Alsace et Louis XV pour la Lorraine) une langue de France (puisque l'allemand était langue de culture et d'administration pour les « dialectophones », comme on les appelle , sous le régime d'Empire et du Duché de Lorraine).

La peur d'une non allégeance par la langue et finalement à la République

Si l'on s'en tient à la méfiance voire la peur de l'alienus, extérieur au pagus s'étant transférée à l'échelle nationale, beaucoup de gens auront tendance , au-delà même des préjugés nombreux, à grossir les différences, par rapport aux points communs et comme le montre la sociolinguiste Malika Bennabi-Bensekhar, les Français bilingues allophones comme les Français monolingues vont assimiler le bilinguisme non pas comme une richesse, mais comme un « bilinguisme soustractif », exactement le même phénomène qu'ont vécu ou que vivent encore parfois les locuteurs en langue régionale : la vergonha (de l'occitan : honte). La langue est intériorisée comme liée à l'état et au statut social du migrant : soi-même, le grand-père ou la grand-mère qui n'avait pas un sou et l'on ne va pas valoriser ce qui pourrait être : l'arabe est vu non pas comme une langue des savants et poètes arabes du XIII° siècle, langue des pays émergents comme les Emirats et importante langue commerciale en 2020, ayant le statut d'une des 6 langues officielles onusiennes, mais comme un « dialecte » (souvent c'est la

langue dialectale que les Français d'origine maghrébine parlent, même si maintenant les migrants moyen-orientaux, eux sont à l'aise aussi bien en darija, le « dialecte » qu'en fusHa, la « langue standard ») ; Et une partie des Français monolingues vont en rajouter une couche consciente ou inconsciente avec la « langue de l'ennemi » pendant la Guerre d'Algérie et la langue de l'islam, religion vue comme « forcément radicale ». Ce qui est dommage, c'est qu' « au nom de la République », on demande l'effacement et l'oubli de la langue, par croyance dans le vieux système dix-neuvièmiste assimilationniste, alors que le mérite républicain n'a concerné que peu de monde, la vraie ascension sociale fut les bonds socio-économiques de l'industrialisation au XIX° siècle (1830-1880 environ) et les Trente Glorieuses de 1945 à 1973. La « vraie assimilation » passant par le travail, puis la création de relations sociales : amitiés, voire mariages mixtes... Il va sans dire que la très grande majorité des Français bilingues allophones se sentent profondément Français, que les personnes déçues par la non réalisation des promesses républicaines se repliant alors dans le cercle culturel et les références aux aïeux, même revisitées sont ultra-minoritaires, mais ils attendent simplement que les non allophones ou ceux qui les critiquent à brûle pourpoint sans savoir, les voient comme Français. Une volonté enfin, de reconnaissance et une acceptation qu'un faciès africain puisse être vu, non seulement dans sa diversité : Antillais, Ouest-Africains, ... mais surtout en référence à l'automaticité du fait qu'ils sont Français et que cela fait bien longtemps qu'une personne de type africain ou méditerranéenne ou encore est-asiatique, n'est plus du tout externe à une réalité française de tous les jours, mais bien partie prenante. Idem pour les langues dites de l'immigration, qui sans être autochtones, sont devenues familières et liées à notre pays, où les locuteurs, tels les locuteurs de langues régionales autochtones, les utilisent en diglossie (avec un avantage pour le français) et ne sont pas prises à la hauteur de leur valeur : des langues utiles pour faire face à la mondialisation et des locuteurs ambassadrices de la France, capables de parler arabe, chinois, russe, persan...

Pierre-Marie Chevreux



Les écologistes sont-ils des communistes 2.0 ?

10 mai 1981 : sur la promesse de « changer la vie », la gauche de François Mitterrand s'installe à la présidence de la République française. Une transition colossale pour la France, mais aussi un basculement considérable à gauche de l'échiquier politique : les socialistes s'imposent comme références face aux communistes de Georges Marchais.

28 juin 2020 : sur fond d'« espérance sur la société » (Yannick Jadot), une « vague verte » déferle sur les élections municipales. Une recomposition du paysage politique français mais, surtout, un constat sans appel : les Verts entendent s'imposer comme point de ralliement de la gauche, notamment depuis l'éclatement des socialistes aux présidentielles de 2017.

A première vue, le vert incarne le nouveau projet politique de la gauche. Le rose et, avant lui, le rouge ont échoué à s'imposer comme forces éternelles. Depuis plusieurs décennies, la lutte des classes et l'amélioration graduelle de la vie ouvrière n'ont plus le vent en poupe. Ce qui intéresse la gauche et une majorité des Français, c'est la lutte contre le dérèglement climatique (1). Désormais, pire que l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est l'exploitation de la nature par l'homme qu'il s'agit d'éradiquer. Par ailleurs, les programmes politiques se transforment. La transition écologique – énergie décarbonée, production zéro déchet, protection de la biodiversité etc. – se substitue à la transition révolutionnaire du socialisme au communisme.

Pourtant, l'adage est connu et la métaphore est vive : « Les écologistes sont des pastèques : verts à l'extérieur, rouges à l'intérieur ». Ce vieux slogan, repris par Éric Zemmour en juillet dernier, soupçonne l'écologie politique de servir de refuge aux anciens marxistes. Et pour cause : nombreux sont les convertis. Alain Lipietz, l'un des grands leaders du parti Europe Écologie Les Verts (EELV), écrivait d'ailleurs en 1993 : « Comme beaucoup, je suis venu au Vert par le Rouge, je suis venu à l'écologie parce que la gauche

m'a déçu. »(2). A cet ancien maoïste succède une longue liste de candidats : Daniel Cohn-Bendit un temps, Jean-Luc Mélenchon bien sûr, Michael Löwy, etc.

Alors, les écologistes sont-ils les nouveaux communistes ? Passage de flambeau ou continuité idéologique ? Voici quelques éléments de réponse.

Communisme et écologie : deux histoires asymétriques

1960 : en pleine Guerre froide, l'URSS met en place un projet ambitieux.
Les fleuves Amou-Daria et Syr-Daria en Asie centrale sont détournés à des fins de culture intensive de coton au Kazakhstan et en Ouzbékistan.

Privé de l'eau douce de ces fleuves, l'écosystème de la mer d'Aral s'effondre.

Lier écologie et communisme n'est pas immédiat. Deux arguments plaident en défaveur d'un communisme écologique. Premièrement, son rapprochement inexact avec les régimes politiques qui se sont revendiqués du marxisme au cours de l'histoire. En pleine Guerre froide, dans sa quête de « dépassement » du concurrent américain, l'Union soviétique entre dans la course effrénée du productivisme. L'objectif est simple : produire davantage, le plus rapidement possible. Le désastre écologique de la mer d'Aral illustre les dégâts environnementaux d'une telle politique.

Sauf que le stalinisme n'est pas le communisme. C'est au nom de l'exploitation des forces productives, couplée de catastrophes écologiques, qu'ils s'imposèrent comme un bloc d'opposition. Quoi qu'il en soit, l'amalgame colle à la peau des communistes. Deuxièmement, il y a bien une autre difficulté qui pèse sur les communistes. Malgré plusieurs propositions favorables à la protection de l'environnement(3), le Parti Communiste Français (PCF) n'a jamais su échapper à son image de parti dépassé par son temps, en quête perpétuelle d'une lutte des classes.

De l'autre côté, l'écologie politique est une doctrine en plein essor. On peut distinguer trois grandes étapes historiques de son ascension. C'est le biologiste allemand Ernst Haeckel qui, en 1866, invente le terme à partir du grec oîkos – signifiant « maison », « habitat » – et de lógos – « discours ». A ce premier stade, l'écologie est donc la science des rapports entre les êtres vivants et leurs milieux de vie respectifs. A sa deuxième étape historique, au moment des évènements de mai 1968, cette science se transforme en idéologie contestataire, symbole de contre-culture et de rejet de l'impérialisme américain. Enfin, à sa dernière étape historique dans les années 2010, l'idéologie se transforme en véritable religion séculière. Tout bord politique se voit désormais dans l'obligation de proposer un programme « écolo-compatible »... ou est condamné à périr.

De cette amas vert sur le marché électoral, il semble se distinguer deux grandes tendances (4). D'une part, le capitalisme vert entend rabattre l'écologie sur un « développement durable », soucieux de l'environnement et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ; d'autre part, un mouvement à tendance anticapitaliste et antilibérale, souhaitant redéfinir les manières de produire et de consommer. En dépit d'histoires a priori antagoniques, ce second mouvement n'est pas totalement étranger au communisme.

L'œuvre de Marx et Engels contient une théorie écologiste aboutie

1844 : dans ses Manuscrits de 1844, le jeune Karl Marx élabore sa pensée sur l'aliénation du travail. Dans le même temps, il pose les bases théoriques d'un communisme vert ou « écosocialisme »(5). Une pensée constante tout au long de son œuvre.

Evitons tout de suite les anachronismes : Marx et Engels n'ont jamais employé le terme « écologie ». Bien que contemporains de sa première énonciation par Ernst Haeckel en 1866, les deux théoriciens de la révolution ne s'en inspirent pas (6). Pour autant, le rapport de l'humanité à la nature était bien une préoccupation philosophique et scientifique au XIXe siècle. Par symétrie, il convient de ne pas transposer nos réflexions et nos problèmes écologiques actuels à une autre époque.

Quels sont les points essentiels de la réflexion écologiste de Marx et Engels ? Retenons trois points clés (7).

1. Le communisme n'est pas productiviste. Il entend produire les bonnes choses de la bonne manière. Encadrée par des rapports sociaux, la production devient respectueuse des cycles naturels.

2. La nature est le « corps non organique de l'homme ». Cela signifie simplement que l'humanité est dépendante de la nature, en tant qu'elle lui est vital. Dès lors, il convient de la protéger.

3. Homme et nature sont intrinsèquement liés : un certain type de rapport entre les hommes règle le rapport de l'humanité à la nature. Ainsi, épuiser l'homme conduit inévitablement à épuiser la terre.

On reconnaît là, avec force, les récents discours que tiennent les écologistes. Pourquoi n'a-t-on pas pris en compte ce discours écosocialiste plus tôt ? D'abord, certainement par une surabondance de la thématique sociale sur la thématique naturaliste dans l'œuvre de Marx et Engels. Ensuite, par l'ancrage social des thématiques défendues par les partis marxistes. Pourtant, dès les années 1960-1970, de nombreux penseurs de l'écologie politique ont su voir ce lien consubstantiel entre nature et social. Citons par exemple André Gorz, l'un des pionniers (8) de l'écosocialisme en France. Sa défense de la nature est avant tout une « défense du monde vécu ». C'est à lui qu'on doit le développement de nombreux thèmes contemporains, comme l'idée d'un revenu – ou allocation – universel.

Les Verts sont-ils des communistes ?

29 juin 2020 : Yannick Jadot s'exprime au lendemain des élections municipales. Il définit les lignes directrices du projet écologiste. « La gauche est en train de venir sur l'écologie et j'en suis extrêmement content. Je me réjouis de voir de nombreuses figures de gauche, leurs électrices et électeurs, se dire que le triptyque écologie, solidarité sociale et démocratie doit être le cœur d'un nouveau projet » (9).

Si les communistes ont davantage revendiqué les théories d'émancipation sociale de l'œuvre de Marx et Engels, l'écologie s'est d'abord développée sur sa seule problématique environnementale. Jusqu'à présent, lutte sociale et lutte écologique étaient généralement disjointes. Cependant, pour s'imposer comme force de la gauche, les Verts ont modifié leurs ambitions. Comment ? Comme le fait Yannick Jadot ci-dessus, en s'accaparant des thèmes historiques de la gauche. Mais quels thèmes ? Le projet révolutionnaire, internationaliste et émancipateur est de toute évidence laissé pour compte. En ce sens, ils ne sont pas communistes. En revanche, on ne peut nier que des mots d'ordres communs sortent de la bouche des socialistes et des Verts : amélioration des conditions de vie, économie locale et durable, gouvernance participative, etc. Plutôt que des pastèques, les Verts seraient-ils des grenouilles : la peau verte et la langue rose ?

Cette prise de conscience de la part des écologistes ne doit cependant pas faire oublier une donnée fondamentale : les écologistes opèrent à une autre époque. La population et l'électorat auxquels ils s'adressent ne sont plus les mêmes. Comment proclamer la suppression de la propriété privée et la collectivisation des biens de production dans un monde qui change d'urgence ? Il faut désormais plutôt Greta Thunberg au Che, la Finlande à Cuba, l'ONG au parti, la climatologie aux sciences sociales, l'animal à l'homme, le tweet au livre. Face à la loi de sélection naturelle, les Verts s'adaptent à leur environnement.

Enfin, il est bon de rappeler que l'électorat de la gauche a changé de visage. Il n'est plus populaire mais urbain. Le jeune diplômé métropolitain d'une trentaine d'année remplace l'ouvrier des usines. Les victoires lyonnaise, bordelaise et strasbourgeoise rappellent la sociologie de ces territoires : marches pour le climat de grande ampleur, espaces verts appréciés, population plus aisée. C'est à cette nouvelle gauche, typique de notre époque, que s'adressent les écologistes. De même, c'est par le jeu des alliances avec les différentes listes de gauche qu'on a pu parler de « vague verte ».

Septembre 2020 : Lectures En Transitions lance officiellement sa revue en ligne. Après leur décryptage attentif des premiers articles, les lecteurs sont désormais avertis. De celui-ci, ils tireront leurs propres conclusions de la dette intellectuelle que connaît l'écologie envers le communisme.

L'urgence écologique s'instaure comme priorité politique des Français. L'émergence de partis écologistes – au premier rang desquels EELV – en tête de cortège n'est que le corrélat de cette affirmation. Tout laisse à penser que, comme les communistes et les socialistes

Jess & Peters - Wikimedia Commons

avant eux, les écologistes ne seront pas immortels. Toujours est-il que cette nouvelle ère est teintée de rouge et de rose.

Pourtant, les théories révolutionnaires ne sont généralement pas associées à l'écologie. Les expériences politiques du XXe siècle – notamment stalinienne – ainsi que la difficulté du PCF à s'extraire de ses ambitions et de son image uniquement sociales y sont pour beaucoup. Ce n'est pourtant pas la théorie qui leur fait défaut. Une (re)lecture attentive des œuvres de Karl Marx et de Friedrich Engels nous laisse entrevoir une théorie écologique aboutie : l'écosocialisme. La question sociale se trouve donc imbriquée avec la question écologique. Nombreux sont les auteurs, à l'instar d'André Gorz, à mettre ce parallèle en lumière.

Or, l'écologie était de prime abord considérée comme apolitique et déconnectée des problématiques sociales. Le pari des écologistes est désormais de renouer avec le passé de la gauche, afin de prendre la tête de l'union. Ce qui ne fait pas d'eux des communistes ou écosocialistes pour autant, puisque la perspective révolutionnaire et émancipatrice semble évincée et que son électorat a changé de visage.

En définitive, les écologistes ne sont donc pas tous des communistes 2.0. Certes, l'écosocialisme inspire certains écologistes – comme la France Insoumise – , mais tous les partis politiques revendiquent désormais une vision écologique dans leur programme. Les Verts, quant à eux, s'inscrivent moins dans une succession communiste que socialiste. Il reste que l'écologie politique ne peut passer outre son héritage et sa dette intellectuelle dans la tradition marxiste. Et ça, il faudrait en prendre pleinement la mesure.

Cette prise de conscience de la part des écologistes ne doit cependant pas faire oublier une donnée fondamentale : les écologistes opèrent à une autre époque. La population et l'électorat auxquels ils s'adressent ne sont plus les mêmes.
Comment proclamer la suppression de la propriété privée et la collectivisation des biens de production dans un monde qui change d'urgence ? Il faut désormais plutôt Greta Thunberg au Che, la Finlande à Cuba, l'ONG au parti, la climatologie aux sciences sociales, l'animal à l'homme, le tweet au livre. Face à la loi de sélection naturelle, les Verts s'adaptent à leur environnement.

1. Ce que révèle cette enquête menée par Ipsos Sopra-Steria en 2019.
2. Dans son livre Vert espérance, L'avenir de l'écologie politique (La Découverte, 1993)
3. Dès 1972, Claude Quin, le rédacteur en chef de la revue marxiste Economie et politique, s'inquiète de « la dégradation rapide de l'environnement naturel ».
4. L'écologie politique est en réalité pluridimensionnelle. De même, les Verts ne sont pas la seule force écologiste.
5. « Le communisme, en tant que naturalisme achevé, est un humanisme, en tant qu'humanisme achevé un naturalisme ; il est la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme. » Karl Marx, Manuscrits de 1844.
6. Marx ne l'a probablement jamais lu. C'est l'usage du mot « naturalisme » qui entre en compte.
.7 Lire à ce sujet le clairvoyant ouvrage d'Henri Pena-Ruiz, Karl Marx penseur de l'écologie (Seuil, 2018).
8 On pourrait même chercher certains pionniers dans la philosophie gréco-latine, Epicure et Lucrèce, ou dans la philosophie des Lumières, Jean-Jacques Rousseau en tête.
9 Une interview sur les antennes d'Europe 1.

Etienne Handy

L'arc humaniste d'Éric Piolle

Récemment présenté comme le potentiel unificateur de la gauche, Eric Piolle a saisi l'opportunité des rentrées politiques pour donner un véritable coup d'accélérateur à sa candidature pour 2022. En opposition à la stratégie solitaire de Yannick Jadot, le maire de Grenoble souhaite conserver l'ancrage « de gauche » d'EELV et a pris le parti d'appuyer sa candidature sur l'émergence d'une volonté commune de la gauche de se rassembler.

Une union historique

Éric Piolle et ses équipes le savent, historiquement, la gauche ne gagne que quand elle est unie. Que ce soit en 1981, lors de l'élaboration du Programme Commun avec les communistes, ou en 2012, lorsque le Front de Gauche et EELV se sont rangés derrière François Hollande, le Parti Socialiste a eu besoin de ce rassemblement pour conquérir la Présidence de la République. Fidèle à cette histoire et à son héritage, le Grenoblois élabore donc une communication mettant en avant ses capacités de dialogue, d'écoute et de rassemblement. Toutefois, prenant soin de ne pas tomber dans le piège de la « synthèse hollandiste molle », l'écologiste limite encore les concessions envers ses futurs partenaires et flatte son aile gauche. Dernier exemple en date de la campagne de rassemblement du maire de Grenoble : sa rencontre avec Jean-Luc Mélenchon lors des journées de rentrée de la France Insoumise au cours desquels Éric Piolle a réaffirmé son opposition aux politiques libérales et sa volonté de « chang[er] le monde avec ceux qui sont insoumis, avec ceux qui s'indignent ».

Cette stratégie et cette communication de rassemblement, le maire de Grenoble l'expérimente depuis 2014. Élu maire en étant à la tête d'une liste soutenue, entre autres, par EELV, le Parti de Gauche, les Alternatifs ou encore la Gauche anticapitaliste, Eric Piolle peut se targuer d'avoir été l'un des précurseurs de l'actuelle réussite électorale des écologistes. Premier maire écolo d'une ville de plus de 100.000 habitants, l'élu poursuit son entreprise d'unification. En 2020, dans la droite ligne des élections de 2014, sa liste « Grenoble En Commun » est soutenue par une myriade de partis politiques : EELV, la LFI, le PCF, Génération.s, Génération Écologie, Nouvelle Donne, Place Publique, Alliance écologiste indépendante, Ensemble ! et le Parti animaliste. Symbole de cette union, le maire de Grenoble a organisé le 11 mars 2020 un match de foot rassemblant des têtes d'affiche politiques et médiatiques comme François Ruffin, Aurore Lalucq, Guillaume Balas, Claire Nouvian, Audrey Pulvar, Matthieu Orphelin (proche de Nicolas Hulot), Julien Bayou, Yvan Le Bolloc'h, Clémentine Autain ou encore l'arbitre de football Tony Chapron.

Jess & Peters - Wikimedia Commons

Après les municipales 2020, Éric Piolle a coorganisé avec Anne Hidalgo, le 21 juillet derniers à Tours, le rassemblement d'une vingtaine de maires socialistes et écologistes. Première pierre à l'arc humaniste que souhaitent dessiner les deux édiles, le Grenoblois a utilisé cette rencontre pour clarifier les limites de son rassemblement : « les villes socialistes invitées sont celles où le PS travaille avec les écologistes ; là où ils ont changé de paradigme ».

Une stratégie pour élargir la base électorale des écolos ?

Au-delà de cette vaste entreprise de communication, le rassemblement de la gauche constitue pour Éric Piolle une véritable stratégie électorale et politique. En misant sur un électorat déjà constitué l'édile de Grenoble veut s'appuyer sur des bases militantes qui se connaissent déjà et qui ont l'habitude du travail en commun (EELV, PS, LFI, PCF, Place

Publique, Génération.s, etc). En vue de la campagne de 2022, Éric Piolle cherche donc à réactiver ces réseaux de discussions et de propagande, si utile pour aller chercher l'électorat rural qui manque tant aux écologistes. Par cet ancrage à gauche de l'écologie politique, le présidentiable Piolle cherche à rallier à sa cause les électeurs pour qui les mots « social » et « services publics » ont plus d'importance que ceux de « transition écologique » et « pistes cyclables ».

Au sein de cet « arc humaniste » le plus grand concurrent d'Éric Piolle n'est pas Yannick Jadot – ce dernier ne joue pas la même carte que son comparse grenoblois – mais Anne Hidalgo. Si cette dernière traine toujours une image de bourgeoise, parisienne, représentante des CSP+, elle bénéficie, a contrario de son homologue de l'Isère, d'une stature nationale et internationale bien plus conséquente. C'est en vue de cette double opposition, à Hidalgo et à Jadot, que des partisans d'Éric Piolle ont récemment lancé sur les réseaux sociaux les différentes pages « Et pourquoi pas Piolle ».

Cependant, que ce soit pour Anne Hidalgo ou pour Éric Piolle, si la stratégie de l'union de la gauche apporte des certitudes – une base électorale déjà constituée – elle présente aussi des risques. En effet, dans une France au sein de laquelle les repères politiques ont été bouleversés, les mots « gauche » et « droite » peuvent parfois manquer d'écho dans la population. La stratégie de l'union de la gauche suscite donc de multiples interrogations : la « gauche » et les électeurs qui s'identifient à elle sont-ils encore suffisamment nombreux pour porter leur candidat au pouvoir ? Si non, cette gauche parviendra-t-elle à élargir suffisamment son électorat pour conquérir l'Élysée ? Dans l'ère post-explosion du Parti

Source : Wikipédia Commons

Socialiste, la gauche n'est-elle pas devenue un repoussoir suffisamment fort pour empêcher la victoire de son candidat ?

Si les rassembleurs de « l'arc humaniste » semblent avoir pris soin de répondre à ces questions, Yannick Jadot semble avoir pris le parti opposé mais ça, nous le verrons dans un prochain numéro...

Jules Bomare

Télétravail : des zones grises à éclaircir

Le télétravail, c'est quoi au juste ?

La crise sanitaire en général et le confinement en particulier ont déclenché un essor du télétravail dans notre pays. Cette organisation du travail consiste pour le télétravailleur à exercer, de façon régulière et volontaire, un travail qui aurait pu être effectué dans les locaux de l'employeur, hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication. Le recours au télétravail est légalement encadré par l'accord national interprofessionnel (ANI) de 2005 et il a été flexibilisé par les ordonnances Macron de 2017.

Une étude syndicale met à jour des zones grises

Si ce mode de travail a de fait protégé des salariés d'une potentielle exposition au Covid 19 dans leurs entreprises, il comporte des zones grises que la CGT, par l'intermédiaire de sa branche Ingénieurs, Cadres, Techniciens (UGICT-CGT), a analysé via un questionnaire d'une centaine d'items auxquels plus de 34.000 employés ont répondu. Vous pouvez consulter les résultats détaillés sur le site https://luttevirale.fr/enqueterapport/.

L'étude montre que la mise en place du télétravail a souvent rencontré l'absence de mise en place d'un droit à la déconnexion et l'absence d'une définition précise des plages horaires pour lesquelles le salarié doit être joignable. Toujours selon la CGT, la charge de travail a augmenté pour près de 40% des cadres et les risques psycho-sociaux ainsi que les risques organisationnels ont également prospéré. A cela s'ajoutent l'utilisation des moyens personnel en lieu et place d'équipements de travail ergonomique (fauteuils, repose pieds...) et l'absence prise en charge des frais de connexion et des logiciels.

Pourtant, l'obligation générale de prise en charge du matériel et de l'équipement professionnel est inscrite dans le Code du travail,

comme l'instauration du droit à la déconnexion, la définition des plages horaires durant lesquelles le salarié doit être joignable, la mise en place de mesures sur la charge de travail et la prévention des risques psycho-sociaux. Mais peu importe pour de nombreux employeurs car à ce jour « un quart seulement des télétravailleurs est couvert par un accord collectif » annonce la CFDT.

D'autres études sur le sujet, plus modestes en terme d'échantillons ou de spectre, ont vu le jour, comme celle de l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT), celle du think tank Terra Nova ou encore celle du cabinet Res Publica en association avec la CFDT qui est accessible sur le net : https://www.mon-travail-a-distance.fr/

Des salariés en manque d'informations pour revendiquer efficacement

Actuellement, insuffisamment d'instances représentatives du personnel et d'organisations syndicales disposent dans les entreprises des bilans du télétravail, que ce soit concernant en situation normale ou en période de confinement.

Ainsi, les salariés sont privés d'informations quantitatives et qualitatives leur permettant de revendiquer l'ouverture de négociations, tant sur le plan national qu'entreprise par entreprise, afin de protéger les travailleurs de formes de maltraitance rencontrées pendant le confinement, d'assurer des conditions de travail pérennes et d'assurer la qualité de l'activité professionnelle à distance.

Repenser le (télé)travail dans la durée

Par sa nature spécifique, le télétravail impose de repenser l'organisation du travail et le management en conséquence. Il apparaît nécessaire de construire les dispositions normatives qui couvrent l'ensemble des télétravailleurs, des itinérants et des travailleurs mobiles. L'encadrement interprofessionnel du télétravail doit également être complété par des négociations de branches afin de couvrir avec des droits spécifiques au secteur tous les salarié·es des entreprises qui n'ont pas de représentation en local.

2020 a inscrit une profonde révolution du travail à distance et ce dernier a de bonnes chances de croître et de perdurer. Aussi, il apparaît aussi urgent et essentiel que le dialogue social puis la loi viennent éclaircir les zones grises de la pratique et garantir les droits des salariés ainsi que les obligations des employeurs en la matière.

Karim Aou

Duel de mots, conflit de sens

« Quand les hommes ne peuvent changer les choses, ils changent les mots ». En 1900, au Congrès socialiste international, Jean Jaurès anticipait déjà le siècle suivant. Les époques changent ; la rhétorique demeure identique. Quand vient le moment d'aborder l'« écologie », un foisonnement de synonymes s'impose dans le vocabulaire d'usage. Comme si, chaque terme équivalait à un autre. En réalité, les synonymes révèlent bien plus qu'il n'y paraît : un changement de sens et une autre vision du monde.

Doit-on sauver l'environnement ?

Non. Cette provocation peut certes surprendre. Qui, à l'heure du tout-au-vert, oserait ne pas acquiescer ? Et pourtant, deux raisons concomitantes sont susceptibles de nous convaincre qu'il faut le faire.

La première est linguistique. En français, « environnement » dérive du verbe environner, c'est-à-dire « ce qui se trouve autour de quelque chose ». Depuis le XIXe siècle, son usage français est directement tiré de l'anglo-saxon « environment », lequel provient... du vieux français « environnement » ! Derrière ce micmac étymologique se cache en réalité un rapport de force : celle de l'influence outre-Atlantique actuelle sur notre quotidien. Une influence qui va jusqu'à se répercuter dans notre langage commun. Aussi, faut-il prendre des « mesures pour l'environnement », comme nos modèles Démocrates et Républicains proposent une « Environmental policy[1]». De même pour nos théories du genre, préoccupations du moment, directement inspirées des gender studies américaines. Nous pensons le monde à travers les lunettes de l'Oncle Sam ; et penser c'est déjà résoudre. Or, les Etats-Unis peuvent-ils être un modèle de résolution écologique ?

La seconde raison découle de la première. Out l'environment, que reste-t-il donc à sauver ? Proposons le terme de « milieu », plus adapté. Derrière cette notion se cache l'idée d'interdépendance : le milieu nous enveloppe et nous nourrit, l'extérieur et l'intérieur s'oxygénant mutuellement. Et le vivant qui fait partie du milieu l'organise sans cesse, que ce soit pour le dérégler ou le réajuster. Le milieu confère donc une autre place à l'homme : il se trouve dépendant de son environnement... et inversement. Dès lors, sauver le milieu suppose la protection de l'environnement et la sauvegarde de l'humanité. L'environnement est exogène à l'homme, le milieu est une matrice de l'humanité.

Doit-on lutter contre le changement climatique ?

Pas vraiment. Que les climato-sceptiques n'exultent pas trop vite : tout n'est qu'une affaire de précision. Certes, le climat change. Les rapports du GIEC et ceux d'autres scientifiques le montrent avec force. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois dans l'histoire. En Europe, le Paléolithique supérieur amorça sa transition vers le Néolithique à partir d'un grand changement climatique correspondant à la fin de l'ère glaciaire. Le changement climatique est donc un facteur naturel.

Ce qui est « en-jeu » au XXIe siècle, c'est la réduction des gaz à effet de serre d'origine anthropique, c'est-à-dire ceux liés aux activités humaines. Lorsque les océans et la biosphère ne peuvent plus absorber ce que le CO2 humain rejette, l'effet de serre piège la chaleur à la surface terrestre. C'est ce qu'on appelle un réchauffement climatique.

Le changement est naturel ; le réchauffement est humain. Préciser cette différence permet d'insister sur notre responsabilité... et notre capacité à renverser la tendance. En ce sens, le réchauffement climatique est un changement climatique politique.

Faut-il une transition écologique ?

Tout dépend de laquelle. Il est vrai que, le gouvernement actuel mène une transition écologique : réduction de la part du nucléaire, financement des énergies « vertes » – électriques, biogaz, chaleur renouvelable –, taxe flottante adaptée aux fluctuations des prix. Notre « défenseur de la terre » – titre desservi par l'ONU au Président Emmanuel Macron en septembre 2018 – opère un véritable changement par rapport à ses prédécesseurs, le fait est indéniable. Le développement durable ou capitalisme vert est En Marche ; alors, pourquoi pas ?

Ce beau rêve vert a néanmoins un prix. En novembre 2018, soit trois ans après les accords de Paris, l'ONU contrarie ce mythe écologique. Même si tous les Etats tiennent leurs engagements pris à la COP 21, le réchauffement climatique s'alignerait sur les 3,2 °C d'ici à la fin du siècle. Il faudrait alors tripler les efforts pour ne pas dépasser les 2 °C, voire les quintupler pour ne pas excéder les 1,5 °C. A ce premier coup d'arrêt s'ajoute une seconde réalité : ce qui est « renouvelable » ou « vert » relève avant tout du greenwashing. Produire, c'est par définition créer des déchets et même nos éoliennes polluent les villes chinoises qui les construisent. La pollution ne disparaît pas : elle se déplace. La quête des métaux rares – utiles aux smartphones, éoliennes et autres objets connectés – nous mène vers une nouvelle guerre, peut-être plus dangereuse que celle des hydrocarbures (2)

Une transition est un passage entre un état actuel et un état futur. Vers quel état futur cette transition nous emmène-t-elle ? Un monde surchauffé ? Une guerre généralisée ? Il faut donc prendre au sérieux ce terme de transition, ne serait-ce que pour ses non-dits et pour la société qui en découlera. Il vaudrait mieux réserver à la transition un autre sens, celui qui suppose le passage d'un système de production et de consommation à un autre.

Le mot de la fin

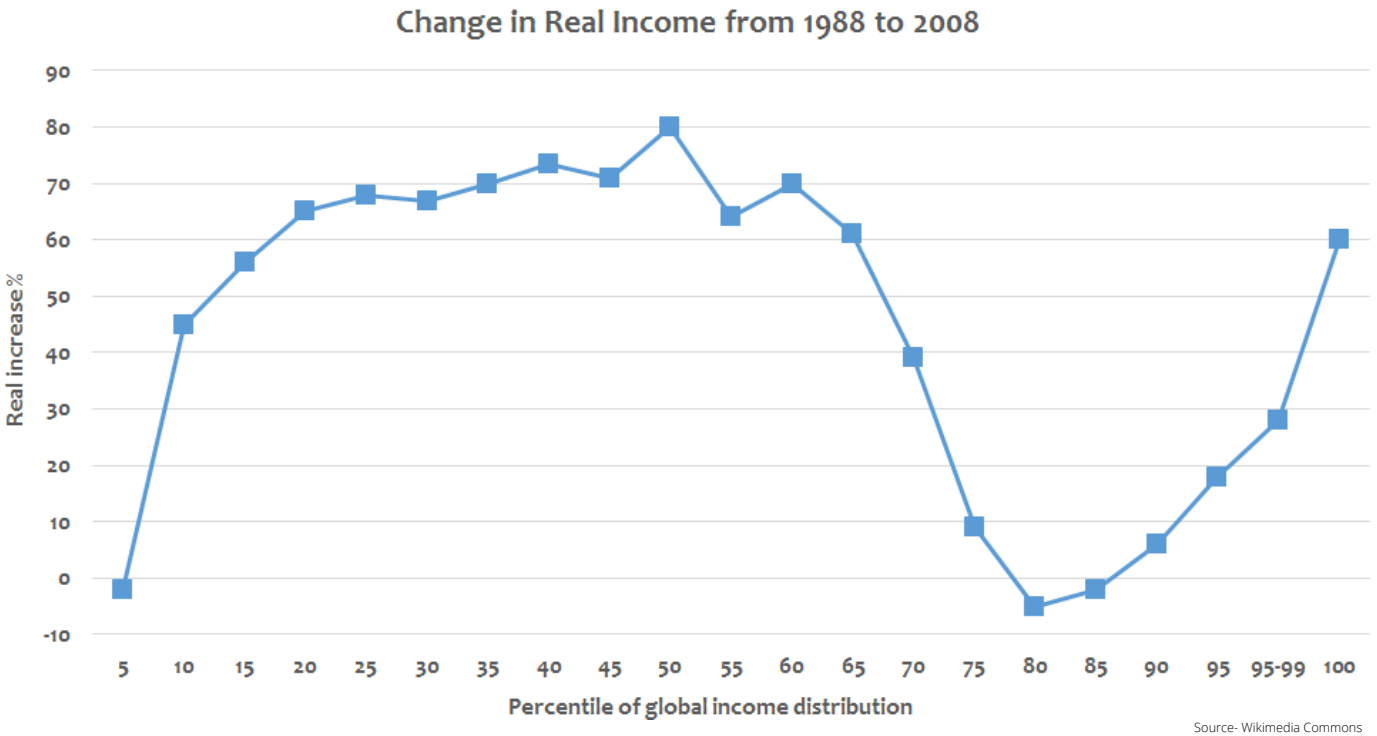
Parler des termes avec exactitude, c'est déjà mieux les définir et donc, mieux les défendre. L'environnement se sauve par lui-même. Il est capable de se régénérer sur le temps long. Dès lors, prenons soin du milieu, c'est-à-dire de ce qui nous environne et de ce qui nous maintient en vie. Le « changement » climatique est préoccupant lorsqu'il est d'origine humaine, c'est-à-dire lorsqu'il est réchauffement. D'un terme scientifique, il devient alors terme politique susceptible de tous les changements. Enfin, la transition écologique n'est pas unanime : chacun prépare sa transition vers un monde pour l'instant inconnu. Encore faut-il bien choisir la transition la plus efficace. En définitive, derrière chaque terme se cache une certaine vision du monde, de l'homme et de la politique. Face à la crise écologique, les mots changent ; ne perdons pas espoir de changer les choses.

Étienne Handy

[1] Politique environnementale.
[2] Voir le livre du journaliste Guillaume Pitron, La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique (Les liens qui libèrent, 2018).

Un éléphant mondialisé

Spécialiste de la question des inégalités et ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, Branko Milanovic a été l'un des premiers économistes à intégrer dans ses travaux les nouvelles données économiques chinoises publiées en 2014. Dans son livre, Les inégalités mondiales, publié en 2016 [1], il compile, pays par pays, de 1988 à 2008, les revenus nationaux afin d'analyser la croissance des revenus de la population mondiale comme si cette dernière vivait dans un seul pays. En comparant sur un même graphique les personnes les plus pauvres du monde - sur lesquelles l'association The Fund for Peace avait tenté de mettre un visage [2] - à Jeff Bezos et Bill Gates, Milanovic fait ressortir les gagnants et les délaissés de la mondialisation.



Source- Wikimedia Commons

La courbe de l'éléphant, entre gagnants et délaissés de la mondialisation

Une rapide analyse de la courbe nous permet de distinguer, en relatif, deux groupes gagnants de la mondialisation. Le premier est constitué des personnes comprises entre le 35ème et le 70ème centile qui bénéficient d'une augmentation de leur revenu d'environ 80% sur 20 ans. Le second groupe, les deux pourcents les plus riches de la population mondiale, profite d'une augmentation quasi équivalente de son revenu. Si l'apparition du premier groupe peut être interprété comme l'émergence d'une classe moyenne dans les pays en développement, comme en Chine, le second est constitué des populations aisées des pays riches (environ 150 millions de personnes). En comparaison à ces groupes, les délaissés de la mondialisation se situent entre le 75ème et le 98ème centile, c'est-à-dire, les classes populaires et moyennes des pays riches. On peut également noter qu'il est difficile d'étudier clairement le groupe des plus pauvres de la planète par manque de données.

En étudiant l'augmentation des revenus en absolu, la situation est différente. Le groupe entre le 35ème et la 70ème centile a bien moins gagné que les 10% les plus riches de la population (a fortiori en le comparant au 1%/0.1%/0.01% les plus riches). La situation est encore plus désastreuse pour les classes populaires et moyennes des pays riches.

Dans les pays riches, une bombe politique

Ainsi, si en relatif les populations des pays émergents ont pu bénéficier – économiquement – de la mondialisation, dans l'absolu, les riches, voire ultra-riches, ont vu leur fortune croître de manière exponentielle. Les classes populaires et moyennes des pays riches sont les grandes délaissées de cette expansion économique. Concrètement, cela signifie qu'être au SMIC en France c'est, à la fois, faire partie

des plus riches du monde et ne pas avoir vu son niveau de vie augmenter sur les 30 dernières années. Il y a également un rattrapage des revenus des individus les plus riches des pays émergents sur les classes populaires des pays riches. Alors qu'en 1988, le 8ème décile chinois gagnait environ 10 à 5 fois moins que le 2ème décile étasunien, ils sont aujourd'hui au même niveau de richesse. Pour ces classes populaires et moyennes la mondialisation, tant vantée par les élites économiques et politiques, n'a pas tenu ses promesses.

L'économiste américain Joseph Stiglitz exprime ce ressentiment des classes populaires vis-à-vis des gagnants de la mondialisation dans son livre Peuple, Pouvoir & Profits [3] : « Ne nous étonnons pas que, au lendemain des échecs économiques que nous avons décrits – la libéralisation et la mondialisation ont apporté la fortune à quelques-uns, mais la stagnation, l'insécurité et l'instabilité à tous les autres -, le scepticisme soit monté à l'égard des élites et des institutions intellectuelles dont [les élites] étaient censées tenir leur sciences ».

Cette défiance peut expliquer en partie les bouleversements politiques que traversent les pays européens et nord-américains. Que ce soit Donald Trump qui vocifère contre les lattes démocrates et les establishments en tout genre, Marine Le Pen qui accuse le « système » lors de chacune de ses interventions ou encore Matteo Salvini qui désigne les migrants comme responsables de chacun des maux de l'Italie, tous s'appuient sur le rejet des élites et l'incertitude économique dans laquelle la mondialisation a plongé les classes moyennes et populaires. Cette incertitude économique se répercute sur leurs enfants avec un « ascenseur social » bloqué et la difficulté d'imaginer un horizon de vie meilleur. Ainsi, selon un projet de recherche de l'université d'Harvard (Oppotunity Insight), un enfant né en 1940 avait 90% de chances de gagner plus que ses parents alors qu'aujourd'hui, un jeune qui entre sur le marché du travail n'a plus que 50% de chances de gagner plus que ses parents.

C'est cette mondialisation, notamment prônée par une partie de la gauche, qui a mis les classes populaires dans leur situation actuelle. Aujourd'hui,

Cette défiance peut expliquer en partie les bouleversements politiques que traversent les pays européens et nord-américains. Que ce soit Donald Trump qui vocifère contre les lattes démocrates et les establishments en tout genre, Marine Le Pen qui accuse le « système » lors de chacune de ses interventions ou encore Matteo Salvini qui désigne les migrants comme responsables de chacun des maux de l'Italie, tous s'appuient sur le rejet des élites et l'incertitude économique dans laquelle la mondialisation a plongé les classes moyennes et populaires. Cette incertitude économique se répercute sur

Jules Bomare

[1] Global Inequality : A New Approach for the Age of Globalization, Harvard University Press, 2016, 299 p.
Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances, trad. B. Mylondo, Paris, La Découverte, fév. 2019, avec une préface de Th. Piketty et une postface de P. Combemale et M. Gueuder.
[2] Voir le travail de l'association Fund for Peace qui, en parodiant le classement des fortunes de la revue Forbes, a souhaité illustré l'extrême pauvreté via 100 portraits. Voir : http://bottomhundred.org/
[3] Stiglitz, Joseph E. (2019). People, Power and Profits: Progressive Capitalism for an Age of Discontent. Allen Lane
Peuple, pouvoir et profits, éditions Les Liens qui libèrent, 416 pages

Railcoop nous fait préférer le train !

« Si l'on habite près d'une gare, cela change complètement la vie. On a l'impression d'être de passage. Rien n'est jamais définitif. Un jour ou l'autre, on monte dans un train »

Patrick Modiano, ***La petite Bijou***

Source :- Page Facebook Railcoop

Emmanuel Macron a surpris beaucoup de monde en se faisant le héraut du salut des gares fermées, des petites lignes et des trains de nuit dans son allocution présidentielle du 14 juillet dernier. Il faut dire que son action en tant que ministre de l'Économie puis ses projets pilotés depuis l'Élysée, comme la réforme ferroviaire imposée par le gouvernement Philippe en 2018, ne plaidaient pas en ce sens.

Le Premier Ministre Jean Castex a récemment emboîté le pas présidentiel en annonçant la prochaine réouverture de la ligne de fret Perpignan-Rungis, vantant le transport combiné et promettant un avenir radieux aux lignes Bayonne-Cherbourg et Sète-Calais. Doit-on en conclure que le gouvernement change d'orientation et de braquet en terme de politique ferroviaire ? « Rien n'est jamais définitif » écrivait Modiano dans la citation en exergue, c'est le cas des choix et des injonctions contradictoires du pouvoir actuel, donc prudence.

Des citoyennes et des citoyens en avance sur les politiques

Avant ces annonces sans calendrier contraint, des citoyennes et des citoyens avaient depuis des mois pris l'initiative dans un contexte où le recul de la puissance publique associé à l'ouverture à la concurrence, ils ont ouvert une brèche dans un dessein ultralibéral pour développer un projet d'intérêt général et de transition écologique par le biais d'une structure coopérative. Ainsi, Railcoop a vu le jour.

Courte chronologie de la libéralisation du rail en France

- 7 mars 2003 : Ouverture du transport international de marchandises
- 31 mars 2006 : Ouverture du transport intérieur de marchandises
- 13 décembre 2009 : Ouverture du transport international de passagers
- 13 décembre 2020 : Ouverture du transport intérieur de voyageurs

C'est en février 2019 que des femmes et des hommes, ruraux et urbains, de toutes les catégories sociales, quelques militants coopératifs et aussi d'anciens cheminots ont fondé l'ambition collective de réfléchir ensemble à la meilleure

utilisation des infrastructures ferroviaires près de chez eux.

Selon l'autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER), près de 9 Français sur 10 résident à moins de 10km d'une gare . Un tiers des gares existantes ne sont plus desservies et le réseau actuel sert en priorité les grandes villes et les axes Paris-Province au détriment d'un aménagement du territoire plus équilibré. Enfin, le fret ferroviaire accuse en France un retard conséquent en comparaison avec de nombreux pays européens.

Ce constat légitime l'ambition de Railcoop à vouloir redonner du sens à la mobilité ferroviaire en impliquant citoyens, cheminots, entreprises et collectivités autour d'une même mission : développer une offre de transport ferroviaire innovante et adaptée aux besoins de tous les territoires.

Les statuts de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Railcoop décrivent le transport ferroviaire comme « *un maillon essentiel de la transition écologique en cours* », complémentaire aux mobilités douces.

Une SCIC, pourquoi et pour quoi faire ?

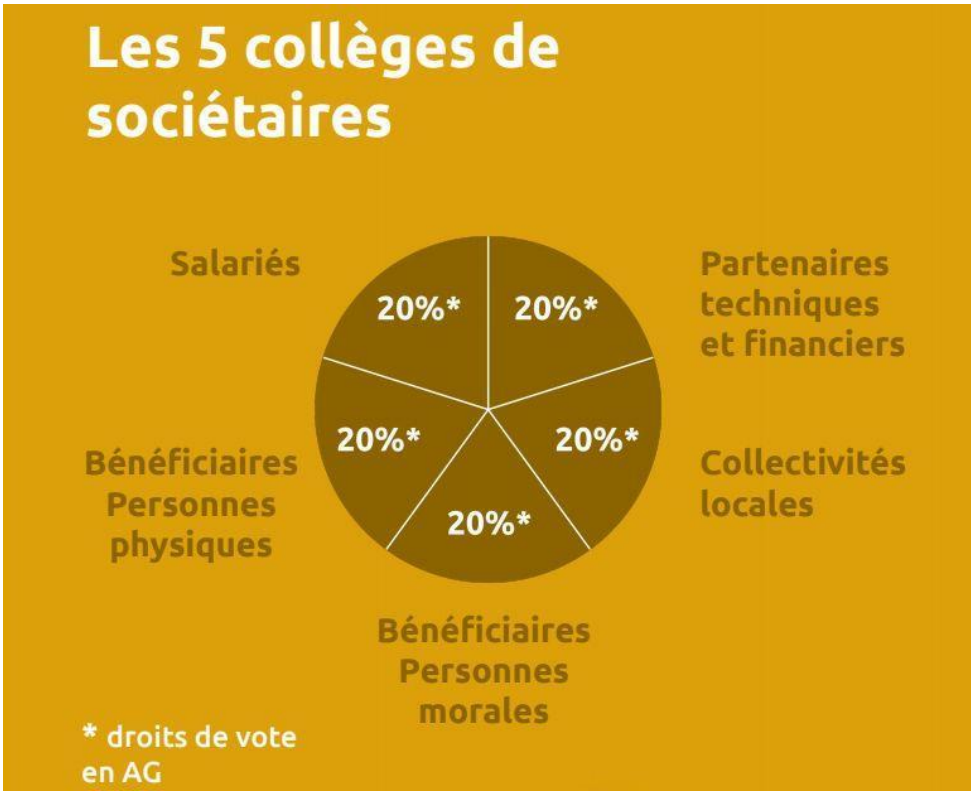
La forme juridique de la structure n'est pas anodine, c'est un choix qui répond économiquement, socialement, écologiquement et démocratiquement aux enjeux actuels.

Sur le plan économique, Railcoop entend constituer une offre de services complémentaires au service public qui s'inscrit dans le cadre des services librement organisés (c'est-à-dire non subventionnés) de voyageurs et de marchandises tant à l'échelle nationale et internationale que locale avec notamment l'accompagnement de collectifs locaux. Le projet consiste à faire rouler des trains de passagers dès 2022 et de marchandises dès 2021 sans subvention publique, d'assurer des services grandes lignes nationales et internationales, de jour comme de nuit ainsi que des dessertes locales utiles aux territoires.

Par son statut particulier, Railcoop ancre des garanties sociales fortes dans son fonctionnement. Sur la question du plafonnement des salaires des dirigeants, la structure répond critères ESUS (Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale). Outre l'obligation d'équilibre économique, un minimum de 57,5 % du résultat doit être conservé dans l'entreprise pour développer son objet social et ne peut être distribués comme dividendes. En cas de faillite, les sociétaires ne peuvent perdre plus que le capital investi et si la liquidation dégage un bénéfice, celui-ci sera reversé sur proposition de l'assemblée générale, soit à l'Union Régionale des Scop Occitanie Pôle Pyrénées, soit à une ou plusieurs coopératives de production, à une union ou fédération de coopératives de production, soit à une collectivité territoriale, soit à un organisme à but non lucratif.

Sur le plan démocratique, Railcoop réunit déjà plus de 1500 sociétaires sur un objectif autour des 3000, pondérant les voix en assemblée générale en les répartissant en cinq collèges : les salariés, les bénéficiaires personnes physiques, les bénéficiaires personnes morales, les collectivités locales ainsi que les partenaires techniques et financiers. Au moins trois cercles de travail permettent aux membres de travailler pratiquement à la consolidation du projet : le premier est lié à la gouvernance et propose de définir, faire vivre et évaluer la gestion coopérative au sein de Railcoop, le deuxième concerne l'animation du sociétariat et vise à proposer des méthodes et outils pour accueillir les nouveaux sociétaires et stimuler l'engagement des sociétaires au sein de la coopérative, enfin le troisième est dédié au "service annuel 2023" afin de co-construire le service annuel fret et voyageurs

En terme d'engagements écologiques, Railcoop s'engage à respecter des ODD (Objectifs de Développement Durable) tels que définis par les Nations Unies, et particulièrement de l'objectif 9 relatif visant à "bâtir une infrastructure résiliente,



Source :- Railcoop

promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation". « *Nous faisons le constat, dans le cadre de la transition écologique en cours, que nous avons besoin du ferroviaire. L'ouverture à la concurrence donne à Railcoop l'occasion unique pour les citoyens de proposer une offre complémentaire au service public pour aller plus loin, et renforcer l'usage du ferroviaire dans tous les territoires* », insiste Dominique Guerrée, le président de Railcoop.

« Le train nourrit l'imaginaire depuis deux siècles et il s'apprête aujourd'hui à écrire une nouvelle histoire. Rassurez-vous, je ne vais pas vous parler technique. Je ne vais pas vous dire que le train consomme 12 fois moins d'énergie à masse égale que le transport routier, qu'il ne participe pas à l'artificialisation des terres. Tout cela, vous le savez déjà. Je vous parle aujourd'hui d'une aventure humaine. Railcoop va faire rouler des trains, mais pas n'importe quel train. Des trains que, vous, vous aurez imaginé. A travers Railcoop, c'est la première fois que citoyens, cheminots, entreprises et collectivités locales travaillent ensemble à réinventer le train. Réinventer le train de nuit et faire que le temps du voyage soit le temps des rêves. Réinventer le transport de marchandises pour apporter de nouveaux services aux territoires. Réinventer le train du quotidien pour rapprocher les gens. Le train peut être bien plus qu'un moyen de transport », conclue le directeur général du premier acteur coopératif ferroviaire en Europe, Nicolas Debaisieux.

Ne ratez pas le train !

Railcoop a réuni à ce jour un peu plus de 500.000 euros, soit un tiers du coût de la licence nécessaire pour le transport de voyageurs. Vous pouvez rejoindre les pionnières et les pionniers de la mobilité coopérative en faisant l'acquisition d'une ou plusieurs parts sociales, ce qui vous conférera le droit de vote en assemblée générale.

Pour franchir le pas : https://www.railcoop.fr/souscription-informations-prealables/

Karim Aou

Une revue différente pour nourrir l'espoir de couleurs

Le manifeste de Lectures En Transitions

L'ultralibéralisme destructeur, radical et pollueur, le nationalisme assumé ou rampant, l'individualisme matérialiste et désocialisant sont aujourd'hui dominants dans notre société ou en passe de le devenir.

Cette réalité et ces perspectives sont la conséquence d'un abandon supposé de la bataille culturelle par l'écologie politique et la gauche dans leur ensemble, une démission présumée privant d'une aspiration partagée à des jours meilleurs les citoyens, le monde associatif, l'éducation populaire, la mutualité, les acteurs de l'économie sociale et solidaire ainsi que le mouvement social.

C'est en fait le silence sur certains thèmes fondamentaux et le manque d'audibilité des vrais progressistes sur les autres sujets, mais aussi la concurrence électorale permanente, qui ont plongé l'espoir en pleine léthargie, dans un presque-vide idéologique bien plus triste que des murs blancs ...

Mais nous ne nous résignons pas à laisser perdurer cette situation ! A l'aune des multiples appels qui fleurissent depuis plusieurs mois (Ensemble sur nos Territoires, Le Big-Bang social et écologique, Convergeons !, Gauche : un sursaut nécessaire, Uni-Terre, Vers un front populaire et écologique, Le Conseil National de la Nouvelle Résistance, ou encore L'Initiative Commune) au regard des victoires récentes aux élections municipales, face au travail accompli humblement par chacun pour sortir de l'ornière idéologique, nous constatons que l'envie de se réunir, de réfléchir ensemble et d'être collectivement entendus est largement partagée.

Afin que cette dynamique ne soit pas dévoyée par un poker menteur d'égos en vue de l'élection présidentielle ou parasitée par les élections régionales et départementales, nous voulons systématiquement privilégier les principes, les valeurs, les idées et les exemples pour redonner des couleurs aux jours heureux.

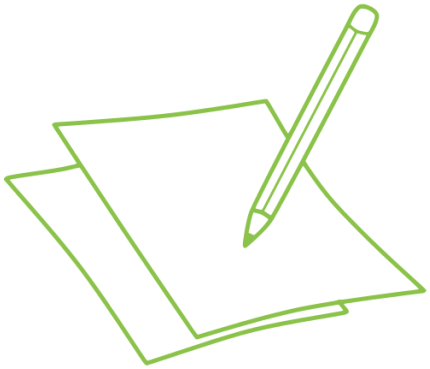
Sans être naïfs, nous refusons de penser que l'échec du rassemblement est inéluctable. Pour cela, nous adoptons une démarche trans-partisane ou plutôt a-partisane qui entend faire cohabiter des engagements différents mais complémentaires, ceci afin de participer sur le fond, par l'exemple avec la mise en valeur d'actions innovantes et par un regard parfois décalé à cette grande idée d'un futur désirable bâti à mille mains.

Nous pensons qu'il faut décompartimenter le camp des transitions écologiques, solidaires, démocratiques et humanistes pour unir une majorité sociale dans le camp des changements ! Pour y arriver, nous misons sur la discussion libre et franche entre toutes celles et tous ceux qui s'engagent, sur l'échange sans réserve ni a priori, ni tabous, sur la réappropriation de thèmes trop souvent négligés ou abandonnés, sur des formats d'articles loin des diktats de l'urgence et de l'information jetable, sur une revue gratuite et dématérialisée dans laquelle tous les articles sont diffusables et reproductibles librement par celles et ceux qui le souhaitent.

Nous ramenons nos fraises avec la banane, nous sommes des verts-pasteques, nous sommes la gauche framboise et tout le verger bio du progrès démocratique, écologique et social. Nous sommes des citoyens prêts à réfléchir et à donner à réfléchir. Nous sommes là parce que la question de la transformation radicale de notre pays et notre modèle de société est sérieuse, et nous l'aborderons avec rigueur sans pour autant nous prendre au sérieux. Nos pages sont un espace d'expression libre et nécessaire inédit, et c'est le vôtre !

Lectures En Transitions ne sera pas une revue de plus, mais un rendez-vous autrement pour nourrir l'espoir de couleurs.

La Rédaction de LeT



Pour recevoir la revue ou y contribuer

Envoyez nous un mail à l'adresse lecturesentransitions@ecomail.fr

Inscrivez-vous sur à l'adresse : https://framaforms.org/contact-et-inscriptions-a-lectures-en-transitions-1598364217

lecturesentransitions@ecomail.fr

Lectures en transitions